RÉCITS D'IMPACT

2026

LA FRANCE S'ENGAGE

Retour sur 3 ans d'accompagnement
des lauréats 2022

Crédits

Directeurs de la publication :
Damien Baldin, Enora Hamon

Responsable de l'impact :
Tristan Charlier

Rédaction :
Valérie Amant, Illona Paquay

Direction artistique : Orange Vif

Imprimeur : IsiPrint

Crédits photos :
© AubinVaissiere - 82-4000Solidaires
© Philharmonie de Paris - CultureRelax
© Colosolidaire
© h'up entrepreneurs
© Éclaireuses Éclaireurs de France
© Banlieues Santé
© Amazones Martinique
© Énergie Partagée LH
© TecTecVision - Réutiliz
© Choisis Ta Planète
© Weavers
© Académie Younus
© Artil - Streetco
© Y. Lamoulère - Zirlib

COMPRENDRE CE QUI PERMET À L'INNOVATION SOCIALE DE CHANGER D'ÉCHELLE

Ce document analyse les trajectoires des quinze lauréats de la promotion 2022 de *La France s'engage*, accompagnés et financés jusqu'à fin 2025. Il s'appuie sur un corpus de données objectivées et de récits documentés afin d'éclairer les dynamiques de transformation sociale à l'œuvre, leurs conditions de réussite ainsi que les limites rencontrées. Il s'inscrit dans une démarche plus large portée par la Fondation, conçue comme un espace d'expérimentation où se testent, s'éprouvent et se déploient des dispositifs innovants, au plus près des réalités territoriales.

Les 15 projets sociaux et solidaires étudiés interviennent sur des enjeux encore insuffisamment pris en charge par les dispositifs publics : inclusion économique des personnes réfugiées, entrepreneuriat des personnes en situation de handicap ou encore mobilisation citoyenne autour des énergies renouvelables.

Leur analyse met en évidence la capacité de l'innovation sociale à structurer des réponses concrètes, ancrées dans les contextes locaux et à produire des effets tangibles pour les publics concernés. Elle ouvre également, en creux, un espace de réflexion sur les modalités d'intervention publique et sur les évolutions possibles dans la conception et le déploiement des politiques sociales.

Le rapport examine les résultats atteints par les lauréats, en croisant indicateurs d'impact et retours d'expérience. Il met en lumière la manière dont ces initiatives contribuent à faire évoluer les réponses apportées aux besoins sociaux et environnementaux contemporains, tout en révélant les contraintes structurelles auxquelles elles demeurent confrontées.

Il s'attache, dans un deuxième temps, à évaluer la contribution spécifique de la Fondation au changement d'échelle de ces projets. Elle analyse les effets conjoints de la labellisation, de l'appui financier et d'un accompagnement stratégique, conçu pour accélérer le développement des initiatives, renforcer leur structuration et étendre leur présence territoriale en démultipliant leur impact social. L'analyse comparée de la trajectoire des lauréats avec celle d'un groupe témoin permet ainsi d'apporter un autre regard pour creuser la question de l'attribution de ces transformations à l'intervention de la Fondation.

L'ensemble fait apparaître un constat central : lorsque l'innovation sociale est soutenue dans la durée, elle constitue un levier crédible de transformation, capable de produire des réponses solides à des besoins sociaux quotidiens des Français insuffisamment couverts.

POUR CELLES ET CEUX QUI S'ENGAGENT POUR LE PROGRÈS SOCIAL

Ces Récits d'impact s'adressent en priorité aux décideurs publics, aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, ainsi qu'aux partenaires privés engagés dans la transformation sociale. Ils visent également les acteurs territoriaux, élus, administrations et opérateurs, en quête de solutions éprouvées et transposables. En rendant accessibles des trajectoires concrètes, ils constituent un outil d'aide à la décision pour celles et ceux qui conçoivent, financent ou déploient des politiques sociales. Ils s'adressent enfin à un public plus large souhaitant comprendre, à partir de cas documentés, les conditions réelles de développement et de changement d'échelle de l'innovation sociale.

MESURER LES CHANGEMENTS DIRECTS ET INDIRECTS

Comme pour tout financeur à visée sociale, l'évaluation d'impact de *La France s'engage* s'articule à deux niveaux : l'impact direct qu'elle opère sur le développement des projets qu'elle labellise, finance et accompagne d'une part et l'impact indirect sur les bénéficiaires finaux, produit par l'action de terrain des lauréats d'autre part.

La partie consacrée à l'impact social des lauréats repose sur une analyse comparative entre la situation initiale et celle observée à l'issue de l'accompagnement de *La France s'engage*. Elle s'appuie sur les dossiers de candidature déposés en 2022, qui constituent le point de référence, ainsi que sur les données issues des reportings réalisés au cours du parcours, permettant d'apprécier l'évolution des territoires de déploiement, du nombre de bénéficiaires à horizon 2025, des budgets et des emplois Équivalent Temps Plein (ETP). Ces éléments sont complétés par des recherches documentaires.

La partie dédiée aux effets de l'accompagnement de la Fondation synthétise les réponses à un questionnaire anonyme adressé aux lauréats en fin de parcours, visant à qualifier les apports des différents dispositifs proposés. Elle s'appuie également sur les retours collectifs formulés lors de la journée de bilan, ainsi que sur des entretiens individuels conduits avec les lauréats de la promotion 2022.

SOMMAIRE

08 | Cartographie des lauréats 2022

10 | Ce qu'a apporté *La France s'engage* aux lauréats 2022

14 | L'impact social des lauréats 2022

- / Ouvrir des espaces
- / Se (re)construire ensemble
- / Assurer des modes de vie plus durables et écologiques
- / Trouver sa place dans la société

42 | Et si... les lauréats n'avaient pas été lauréats

48 | Déconstruire les idées reçues : ce que révèle l'évaluation de l'impact de *La France s'engage*

52 | *La France s'engage* au service de l'innovation sociale depuis 2014 (infographie)

54 | Conclusion

CARTOGRAPHIE des lauréats 2022

Thématique	Lauréat	Bénéficiaires principaux	Lieux de vie des bénéficiaires	Problématique sociale
Insertion professionnelle et formation	**Weavers**	Personnes en situation d'exil ou réfugiées	Tout type de territoire	Difficultés d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat
	H'up entrepreneurs	Personnes en situation de handicap	Tout type de territoire	Discriminations, inégalités et non-recours aux droits
Éducation et jeunesse	**Académie Younus**	Enfants et adolescents (7-17 ans)	Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville	Décrochage scolaire et manque de compétences de base
Culture et médias	**Culture Relax**	Personnes en situation de handicap	Tout type de territoire	Difficultés d'accès à la culture et aux pratiques artistiques
	Zirlib	Seniors (>60 ans)	EHPAD	Exclusion sociale et isolement
Inclusion sociale et lien social	**82-4000 Solidaires**	Personnes en situation de grande précarité	Tout type de territoire	Difficultés d'accès aux pratiques sportives
	Union des étudiants exilés*	Personnes en situation d'exil ou réfugiées	Tout type de territoire	Difficultés d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat
	Éclaireuses Éclaireurs de France	Enfants et adolescents (7-17 ans)	Tout type de territoire	Manque de cohésion sociale
	ColoSolidaire	Enfants et adolescents (7-17 ans)	Tout type de territoire	Difficultés d'accès aux loisirs et vacances pour les publics modestes
	Artil - Streetco	Personnes en situation de handicap	Milieux urbains	Perte d'autonomie et manque d'activité physique
Transition écologique	**Réutiliz**	Personnes éloignées de l'emploi et/ou bénéficiaires du RSA	La Réunion	Pollution et gaspillage
	Choisis Ta Planète	Élèves (enseignement primaire & secondaire)	Tout type de territoire	Manque de sensibilisation aux enjeux écologiques et climatiques
	Énergie Partagée	Grand public / tout public	Tout type de territoire	Manque de sensibilisation aux enjeux écologiques et climatiques
Égalité femmes-hommes	**Banlieues Santé**	Femmes en grande précarité des QPV	Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville	Difficultés d'accès à l'emploi et à entrepreneuriat
Santé et bien-être	**Fédération Amazones**	Femmes / aidants	Territoires d'Outre-mer	Exclusion sociale et isolement

* Sillat (anciennement Union des Étudiants Exilés), lauréat 2022, accompagnait les jeunes exilés vers l'enseignement supérieur sur un sujet structurellement exposé aux tensions politiques. En 2025, l'association a été contrainte à une liquidation judiciaire, conséquence d'une perte de financements dans un contexte politique défavorable, conjuguée à des fragilités internes apparues lors de sa transformation et de sa fusion avec Réfugiés Enseignement Supérieur. Cette défaillance rend les données d'activité et d'impact partielles. Les résultats produits sont néanmoins intégrés à ce rapport lorsqu'ils sont disponibles.

Depuis sa création en 2014, *La France s'engage* a accompagné 234 lauréats, dont 4 ont connu une défaillance ayant conduit à leur disparition, soit moins de 2 % de l'ensemble.

ÉVOLUTION ENTRE 2021 ET 2025

2021 : avant labellisation
2025 : à la sortie de l'accompagnement

Bénéficiaires

En 2021
251 113

En 2025
630 828

soit
x 2,5

Budget cumulé

En 2021
6,6 M €

En 2025
10,3 M €

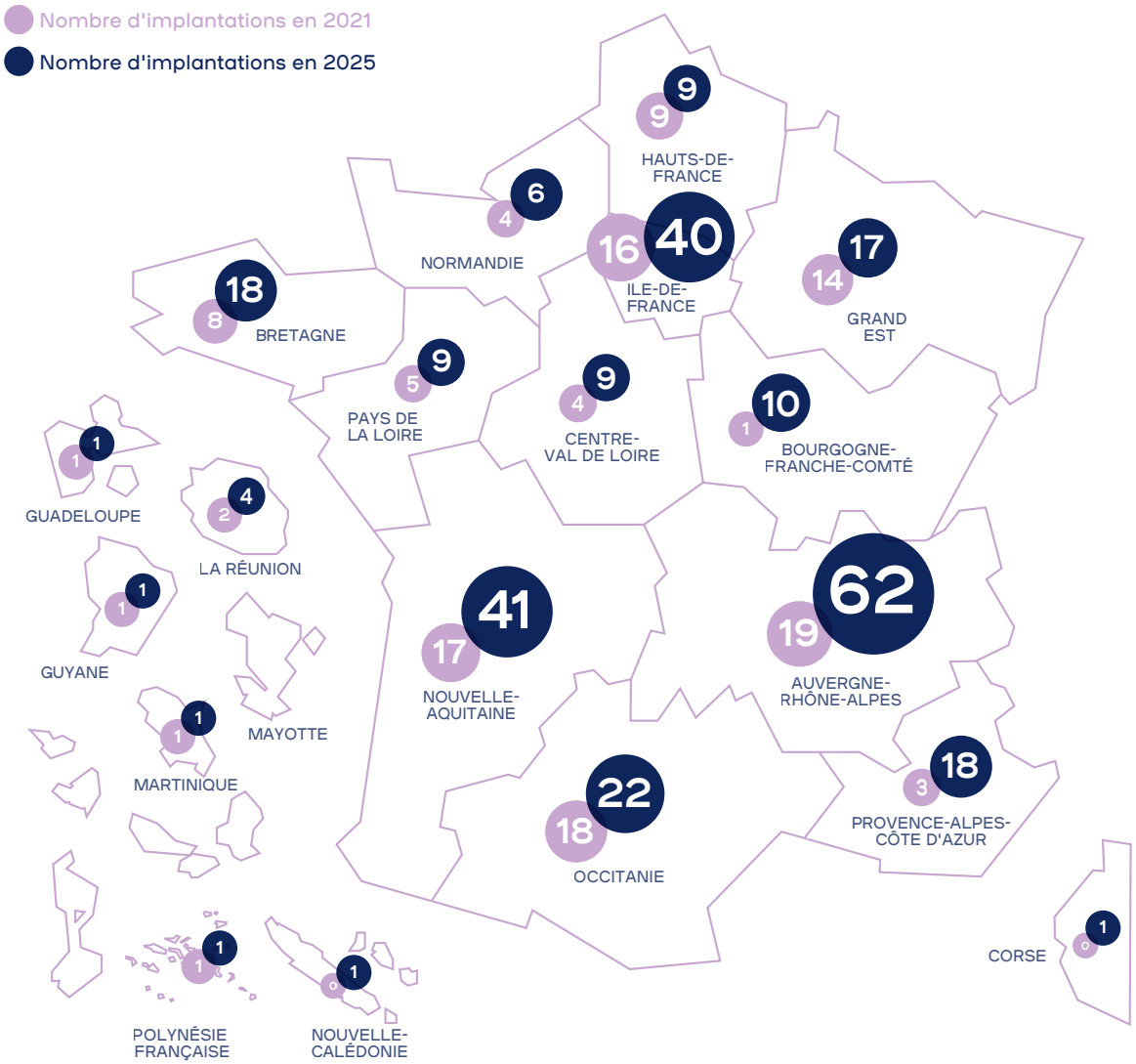
soit
x 1,6

Territoires d'implantation

En 2021
124

En 2025
271

soit
x 2,2



* La notion de territoire d'implantation correspond au département, périmètre territorial de référence de *La France s'engage* pour le suivi de l'essaimage. Elle fait référence au fait de toucher des bénéficiaires sur un territoire, sans impliquer nécessairement l'ouverture d'antenne physique.

CE QU'A APPORTÉ *La France s'engage* AUX LAURÉATS 2022

L'objectif de *La France s'engage* est de permettre aux lauréats de démultiplier leur impact en touchant plus de bénéficiaires sur de nouveaux territoires et en renforçant la qualité de leur action.

Pour cela, elle dispose de 3 leviers d'action :

1. Le label *La France s'engage*

Le label *La France s'engage* constitue un levier de reconnaissance pour les lauréats. Il contribue à valoriser le caractère innovant des projets et atteste de leur impact auprès des bénéficiaires. Il renforce leur crédibilité auprès des acteurs publics et privés et facilite plus largement leurs démarches de levée de fonds.

Être lauréat ouvre l'accès à des temps de mise en réseau, à une communauté d'alumni particulièrement active, structurée autour de logiques d'entraide et de partage d'expérience.

Ils peuvent également disposer gracieusement des espaces de la Maison *La France s'engage*, située dans le 11e arrondissement de Paris, pour y tenir réunions, formations et temps collectifs. Les structures de la promotion 2022 y ont ainsi organisé 54 temps d'accueil sur la durée de leur accompagnement, pour une valorisation estimée à 43 450 euros.

2. La dotation financière

Montant global engagé pour la dotation financière directe de la promotion 2022

3 033 400 €

L'enveloppe globale consacrée aux lauréats de la promotion 2022 est légèrement supérieure à la moyenne des cinq promotions précédentes, qui s'élève à 2 719 200 euros. La dotation financière proposée par *La France s'engage* peut atteindre jusqu'à 300 000 euros par lauréat sur trois ans, auxquels s'ajoutent les ressources mobilisées dans le cadre de l'accompagnement. Pour les lauréats 2022, le montant de la dotation financière s'est échelonné de 100 0000 à 300 000 euros.

Ce financement se distingue d'abord par son niveau, volontairement significatif, qui traduit un choix d'investissement ciblé sur un nombre restreint de projets.

Il s'inscrit ensuite dans la durée : pluriannuel, réparti sur trois ans, il offre aux structures une visibilité essentielle pour déployer leur innovation sociale, dans un temps long compatible avec l'expérimentation et l'évaluation de l'impact.

Enfin, sa souplesse constitue un élément structurant. Non fléché, il peut être mobilisé aussi bien pour des besoins de fonctionnement que pour des investissements, qu'il s'agisse de renforcer les équipes, de développer des outils numériques ou d'équiper de nouveaux sites. Cette liberté d'allocation permet aux lauréats d'adapter leurs ressources à leurs priorités opérationnelles.

Ces trois caractéristiques confèrent à la dotation sa singularité, renforcée par l'expertise apportée dans le cadre de l'accompagnement.

3. L'accompagnement

Valorisation de l'accompagnement pour la promotion 2022

593 000 €

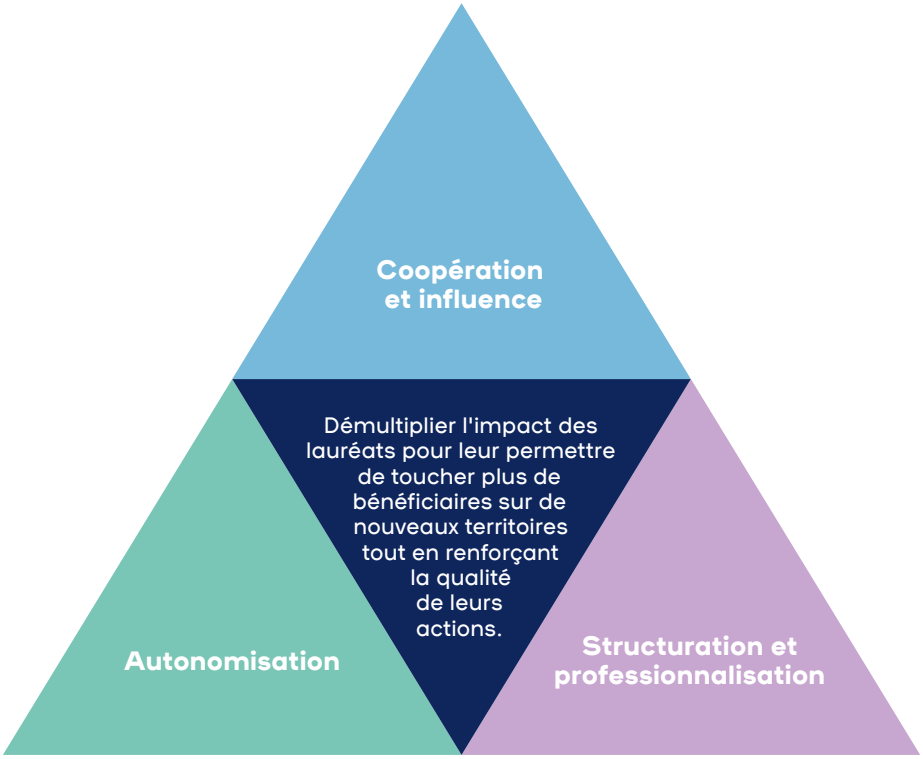
L'accompagnement de *La France s'engage* s'inscrit dans une logique de soutien stratégique et opérationnel au changement d'échelle.

Il repose sur la mobilisation d'expertises issues d'entreprises partenaires et de spécialistes sélectionnés pour leur haut niveau de compétence sur les enjeux de développement organisationnel. Cette ingénierie d'accompagnement permet aux lauréats de bénéficier d'appuis ciblés au moment des choix structurants.

Au-delà du conseil ponctuel, ce dispositif vise à outiller durablement les équipes dans leurs prises de décision, notamment lors des phases clés de consolidation et d'expansion. Les experts engagés dans le réseau contribuent ainsi à clarifier les trajectoires, à structurer les objectifs et à sécuriser les processus de décision. La valorisation de l'accompagnement de la promotion 2022 se situe dans un ordre de grandeur comparable à celui de la promotion 2021, qui s'élevait à 617 000 euros.

LE CADRE D'IMPACT DE *LA FRANCE S'ENGAGE*

Pour répondre au plus près des besoins des lauréats, la Fondation a construit un cadre d'impact qui oriente l'ensemble de son programme d'accompagnement. Élaboré à partir de l'observation des parcours et de l'analyse des enjeux rencontrés sur le terrain, ce référentiel permet de clarifier les objectifs de l'accompagnement, d'assurer la cohérence des actions menées et d'évaluer les effets produits dans ces *Récits d'impact*.



Entre 2023 et 2025, la Fondation a proposé aux lauréats 2022 un accompagnement articulé autour de plusieurs formats complémentaires :

- un accompagnement individualisé sur mesure dont 3 diagnostics personnalisés pour chaque lauréat (juridique, stratégique, mesure d'impact)
- des formations en format collectif
- du mécénat de compétences
- un soutien en visibilité et relations publiques
- une ouverture vers la sphère publique à travers le programme *La fonction publique s'engage* conçu pour favoriser les synergies entre projets d'innovation sociale et cadres dirigeants de l'administration publique, et créer une culture commune entre acteurs de l'intérêt général.

UN ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE ET TRANSFORMATEUR



AUTONOMISATION

Renforcer la capacité d'action des structures sur

- la consolidation opérationnelle : structurer et piloter efficacement la gestion courante,
- la stratégie de financement : diversifier et sécuriser les ressources, publiques comme privées,
- la culture d'impact : intégrer les enjeux d'évaluation dès la conception des actions,
- la formalisation stratégique : clarifier la théorie du changement et bâtir un cadre d'impact cohérent,
- le pilotage par les résultats : faire de l'impact un outil d'aide à la décision et de développement.



STRUCTURATION ET PROFESSIONNALISATION

Sécuriser et structurer le changement d'échelle

- tester et consolider des stratégies de croissance : expérimenter des démarches de changement d'échelle pour stabiliser la trajectoire de développement,
- formaliser une vision opérationnelle : disposer d'une feuille de route claire pour déployer la stratégie retenue,
- adapter le cadre de fonctionnement : faire évoluer le modèle économique et/ou juridique en cohérence avec les ambitions de développement,
- renforcer l'organisation interne : structurer la gouvernance et les ressources humaines pour sécuriser la mise en œuvre,
- consolider le pilotage stratégique : renforcer la capacité de la direction générale à conduire et ajuster le projet dans la durée.



COOPÉRATION ET INFLUENCE

Structurer et élargir les dynamiques d'alliance

- développer et pérenniser les réseaux d'acteurs au service de l'impact social,
- approfondir la compréhension des écosystèmes d'intervention : réalités territoriales, enjeux sociaux, acteurs publics et privés, décideurs politiques et économiques,
- élargir le cercle de partenaires en facilitant la mise en relation avec de nouveaux acteurs stratégiques des projets.

L'IMPACT SOCIAL DES LAURÉATS 2022

1. OUVRIR LES ESPACES

Ces initiatives transforment des espaces et des usages longtemps perçus comme réservés à certains publics en environnements ouverts et inclusifs, où chacun peut légitimement et durablement trouver sa place.

82-4000 SOLIDAIRES

Favoriser l'accès à la haute montagne pour des personnes en situation de précarité.



© AubinVaissiere - 82-4000Solidaires

2013	Briançon (Provence-Alpes-Côte d'Azur)	Association
Inclusion sociale et lien social	Enfants, adolescents, personnes en situation de grande précarité	

Projet soutenu : **« Partager la montagne avec les plus pauvres »**

Problématique sociale : **Difficultés d'accès aux pratiques sportives**

▶ Un accès à la nature socialement restreint

Dans les trajectoires de grande précarité, l'accès aux vacances et aux espaces de nature reste marginal, malgré des politiques publiques anciennes

de démocratisation, notamment portées par l'Agence nationale pour les chèques-vacances ou la Bourse solidarité vacances. Ces dispositifs atténuent les contraintes financières sans lever les freins culturels, sociaux et symboliques. La haute montagne en est une illustration. Seuls 9 % des Français y séjournent, avec une surreprésentation des cadres, plus du double de celle des employés et ouvriers.

L'innovation : un modèle d'accompagnement vers l'alpinisme

L'association 82-4000 Solidaires ouvre l'alpinisme à des publics durablement éloignés. Son modèle repose sur une ingénierie d'accompagnement articulant préparation, médiation et sécurisation des parcours. Le séjour en haute montagne intervient au terme d'un processus visant à lever les autocensures, construire la confiance et inscrire les participants dans une dynamique collective. L'innovation tient à l'articulation entre accès à un espace socialement marqué et accompagnement social intensif.

L'impact : un renforcement de la capacité d'agir des bénéficiaires

Les stages d'alpinisme produisent des effets mesurables sur les trajectoires individuelles. Ils contribuent à restaurer l'estime de soi, à reconfigurer le rapport au collectif et à rompre l'isolement. En 2025, 94 % des structures partenaires interrogées déclarent que les séjours ont renforcé la confiance en soi des bénéficiaires. L'immersion dans un environnement exigeant agit comme révélateur de capacités et levier d'insertion. Le projet participe aussi à repositionner l'accès à la nature dans le débat sur les inégalités.

94 % DES STRUCTURES PARTENAIRES INTERROGÉES DÉCLARENT QUE LES SÉJOURS ONT RENFORCÉ LA CONFIANCE EN SOI DES BÉNÉFICIAIRES.

	Bénéficiaires	Territoires	Budget	ETP
en 2021	221	2	219 917 €	4
en 2025	**282**	**11**	**773 440 €**	**6,3**

La trajectoiree avec *La France s'engage* : une diversification des actions et des ressources

Au cours de ses années d'accompagnement avec *La France s'engage*, 82-4000 Solidaires a fait évoluer son modèle pour mieux répondre aux besoins des publics accompagnés. L'association a développé des séjours en non-mixité à destination des mères et de leurs enfants, afin de lever certains freins à la participation et de favoriser la reconstruction des liens familiaux.

Elle a structuré en parallèle sa stratégie de mobilisation de ressources, en déployant un axe dédié aux enjeux liés aux femmes et a renforcé la formation de ses bénévoles pour garantir la qualité et la cohérence des accompagnements.

Dans ce cadre, l'association a bénéficié d'un accompagnement collectif sur la levée de fonds et la gestion financière, d'un accompagnement juridique individuel, ainsi que d'un appui sur mesure relatif à l'accès aux financements en région Auvergne Rhône-Alpes. La mise en réseau avec des financeurs, notamment la Fondation Bettencourt Schueller et AG2R La Mondiale, a contribué à élargir ses perspectives de financement. Une mission de mécénat de compétences menée par Capgemini a permis la refonte de son site internet et renforcé la valorisation de son action.

Dotation de *La France s'engage*
200 000 euros

CULTURE RELAX

Proposer des séances et représentations culturelles inclusives aux personnes concernées par le handicap complexe.



© Philharmonie de Paris - CultureRelax

2007	Paris (Île-de-France)	Association
Culture et médias	Personnes en situation de handicap / Grand public	

Projet soutenu : **« Relax »**

Problématique sociale : **Difficultés d'accès à la culture et aux pratiques artistiques**

Un droit à la culture inégalement effectif

Malgré un cadre législatif affirmé, notamment la loi du 11 février 2005 et les programmes du ministère de la Culture (« Culture & Handicap », « Culture & Santé, Handicap et Dépendance »), l'accès des personnes en situation de handicap psychique ou mental à la vie culturelle reste entravé. Les avancées en matière d'accessibilité physique ne lèvent pas des freins plus diffus : peur du jugement, inadéquation aux codes sociaux, formation insuffisante des professionnels.

Près de 2 millions de personnes demeurent ainsi privées de loisirs culturels. L'effectivité du droit à la culture varie selon les territoires et l'engagement des acteurs locaux.

L'innovation : transformer les conditions d'accueil

Culture Relax développe le dispositif Relax pour adapter les conditions d'accueil dans les salles de cinéma et de spectacle vivant. Le dispositif Relax repose sur un accueil humain, bienveillant et adapté, pour permettre à chacun de profiter pleinement de la séance ou de la représentation. Il prévoit un assouplissement des codes habituels de la salle. Au cinéma, par exemple : son modéré, lumière progressive, absence de publicités et de bandes-annonces. Ce modèle redéfinit les cadres de réception culturelle et s'appuie sur la formation et l'accompagnement des équipes afin d'inscrire ces pratiques dans la durée.

Impact : des pratiques qui évoluent et un label qui fait référence

Le dispositif sécurise la présence des publics concernés et réduit les renoncements à l'accès aux œuvres. Il fait évoluer les compétences des professionnels vers une meilleure prise en compte du handicap complexe. Les séances deviennent des espaces partagés, où la cohabitation des publics contribue à transformer les représentations et à faire évoluer les normes sociales. En trois ans, environ 200 000 personnes ont été sensibilisées au handicap en participant à une séance Relax. 133 lieux, 100 cinémas et 38 établissements de spectacle vivant (dont des institutions comme l'Opéra de Paris) proposent désormais le dispositif Relax, partout en France.

UN RÉFÉRENTIEL LABEL RELAX A ÉTÉ MIS EN PLACE AVEC LE MINISTÈRE DE LA CULTURE.

Au-delà de son impact opérationnel, le dispositif Relax s'impose aujourd'hui comme un référentiel notamment avec la création du Label Relax, en partenariat avec le ministère de la Culture. Documenté dans le cadre d'une étude comparative internationale conduite entre 2018 et 2020, il bénéficie d'une reconnaissance institutionnelle et d'un déploiement à l'international, notamment en Belgique.

en 2021	11 000	27	150 507 €	2
en 2025	**110 595**	**48**	**360 000 €**	**5**
	Bénéficiaires	**Territoires**	**Budget**	**ETP**

La trajectoire avec *La France s'engage* : une diversification des expertises et une professionnalisation accrue

Au cours de ses années d'accompagnement, Culture Relax a élargi son champ d'intervention et consolidé son positionnement. L'association est en développement sur de nouvelles expertises en matière d'accessibilité, notamment dans les domaines du sport et des musées pour les personnes présentant des handicaps complexes. Elle a renforcé également ses actions de formation et de sensibilisation auprès des professionnels de la culture. En 2024, 17 formations ont été dispensées à 362 membres des équipes d'accueil du réseau Ciné Relax, améliorant la qualité de l'expérience proposée pour transformer durablement le parcours spectateurs des personnes concernées par le handicap complexe. *La France s'engage* a accompagné cette structuration. L'association a bénéficié d'un renforcement juridique, d'un appui au pilotage des ressources humaines, d'un accompagnement à la prise de parole en public et d'une mise en réseau avec des pairs et des financeurs, qui ont soutenu son changement d'échelle.

Dotation de *La France s'engage*
200 000 euros

COLOSOLIDAIRE

Offrir des colonies de vacances solidaires destinées aux enfants issus de milieux précarisés.



© Colosolidaire

2017	Bordeaux (Nouvelle-Aquitaine)	Association
Inclusion sociale et lien social	7-17 ans / personnes en situation de grande précarité	

Projet soutenu : **« ColoSolidaire »**

Problématique sociale : **Difficultés d'accès aux loisirs et vacances pour les publics modestes**

Un non-recours persistant aux séjours collectifs

En France, un enfant sur quatre ne part pas en vacances. Cette situation installe une fracture sociale et culturelle durable dès l'enfance. Le séjour collectif constitue pourtant un levier de socialisation, de confiance en soi et d'apprentissage informel. Son absence prive les jeunes d'expériences structurantes hors du cadre familial.

Malgré l'inscription du droit aux vacances dans la loi du 29 juillet 1998 et l'existence de dispositifs portés par les Caisses d'allocations familiales (VACAF) et l'Agence nationale pour les chèques-vacances, l'accès effectif reste contraint. Les restes à charge, le déficit d'information et l'isolement social limitent le recours aux aides.

L'innovation : une intermédiation articulée avec les familles

ColoSolidaire facilite l'accès aux séjours pour des enfants issus de familles modestes. L'association agit comme un intermédiaire entre organisateurs de colonies et familles, via une plateforme solidaire qui fluidifie l'accès à l'offre.

Le dispositif associe tarification adaptée et accompagnement individualisé pour lever les freins financiers et logistiques. Le modèle articule mise en relation, solvabilisation et sécurisation des parcours, en assurant une continuité depuis l'identification des bénéficiaires jusqu'à la concrétisation du séjour. Cette approche permet de réinscrire les familles dans des dynamiques de projection, en réduisant les mécanismes d'autocensure.

Impact : l'affirmation d'un droit aux vacances

L'action de ColoSolidaire élargit l'accès aux séjours collectifs et favorise la mixité sociale. L'expérience de la colonie constitue un espace d'apprentissage et de socialisation, avec des effets sur la confiance, l'ouverture et l'autonomie.

80 % des enfants accompagnés n'avaient aucune autre expérience de vacances. Le répit parental bénéficie en priorité aux foyers les plus exposés à la précarité, 7 familles sur 10 accompagnées étant monoparentales. Dans 94 % des cas, ce sont les femmes qui portent ces projets de vacances pour leurs enfants. L'association contribue également à structurer un plaidoyer aux côtés de Jeunesse au Plein Air, en faveur d'un renforcement des politiques publiques du droit aux vacances.

80 % DES ENFANTS ACCOMPAGNÉS N'AVAIENT AUCUNE AUTRE EXPÉRIENCE DE VACANCES.

	Bénéficiaires	Territoires	Budget	ETP
en 2021	400	11	437 882 €	4
en 2025	**520**	**32**	**550 000 €**	**4**

La trajectoire avec *La France s'engage* : élargissement du périmètre d'action et renforcement juridique

Pendant ses années d'accompagnement, ColoSolidaire a renforcé son approche centrée sur les familles en structurant un accompagnement dédié. L'association a intensifié ses actions de terrain à travers des permanences, des événements et des temps d'échange.

En 2025, elle a complété son dispositif par une aide au financement des transports, ce qui a permis d'élargir son périmètre d'action, d'ouvrir de nouvelles villes de départ et de faciliter l'accès aux séjours pour un nombre accru de familles.

L'accompagnement de *La France s'engage* a soutenu cette consolidation. L'association a bénéficié d'un accompagnement centré sur le renforcement juridique de sa structure, afin de sécuriser son changement d'échelle.

Dotation de *La France s'engage*
150 000 euros

H'UP ENTREPRENEURS

Rendre l'entrepreneuriat accessible aux personnes en situation de handicap.



© h'up entrepreneurs

2008	Paris (Île-de-France)	Association
Insertion professionnelle et formation	Personnes en situation de handicap	

Projet soutenu : **« Scale H'up 2022-2025 »**

Problématique sociale : **Discriminations, inégalités et non-recours aux droits**

L'entrepreneuriat entravé par le handicap

En France, près de 80 000 personnes en situation de handicap entreprennent, mais leurs parcours restent fragiles. Elles abandonnent leur projet neuf fois plus que les autres entrepreneurs. Cette vulnérabilité tient à un cumul de contraintes structurelles (faible qualification, isolement, accès limité aux réseaux), aggravée par une précarité économique marquée, la majorité vivant de l'Allocation adulte handicapé, et par des freins liés au handicap.

Malgré un cadre public structuré depuis la loi du 11 février 2005 et l'existence de dispositifs dédiés (Agefiph, France Travail), l'entrepreneuriat des personnes handicapées demeure marginal, freiné par la complexité et l'inadaptation partielle des dispositifs.

L'innovation : un incubateur dédié et un accompagnement renforcé

H'up entrepreneurs anime un incubateur inclusif entièrement dédié aux entrepreneurs en situation de handicap. L'association mobilise plus de 400 coachs et experts bénévoles pour proposer un accompagnement combinant mentorat, formations ciblées, mise en réseau et accès à des financements adaptés.

Le modèle vise à accélérer et sécuriser les parcours entrepreneuriaux, en réduisant l'isolement et en renforçant la capacité d'action des porteurs de projet. Le programme Scale H'up prolonge cet accompagnement auprès des indépendants déjà installés, en facilitant la compréhension et l'exercice de leurs droits.

70 % DES BÉNÉFICIAIRES DÉCLARENT SE SENTIR MOINS ISOLÉS DANS LEUR PROJET ET 65 % SE SENTENT PLUS LÉGITIMES POUR LE MENER.

▸ Impact : moins d'isolement pour les bénéficiaires, plus d'inclusion dans les entreprises

Les actions menées contribuent à stabiliser les trajectoires professionnelles et à réduire l'isolement. En 2024, 70 % des bénéficiaires déclarent se sentir moins isolés dans leur projet et 65 % se sentent plus légitimes pour le mener.

L'engagement des bénévoles produit également un effet de diffusion au sein des entreprises : 70 % d'entre eux ont mis en place des actions en faveur de l'inclusion dans leur propre entreprise. Ces initiatives contribuent notamment à mieux faire connaître le statut de travailleur indépendant handicapé et à faire évoluer les pratiques professionnelles.

en 2021	300	20	898 000 €	12
en 2025	**1 940**	**45**	**938 000 €**	**12,6**
	Bénéficiaires	**Territoires**	**Budget**	**ETP**

▸ La trajectoire avec *La France s'engage* : élargissement des formats d'accompagnement et renforcement de l'ancrage territorial

Au cours de ses années d'accompagnement, H'up entrepreneurs a fait évoluer ses formats d'intervention pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires et renforcer l'accessibilité de ses accompagnements. L'association a développé de nouveaux espaces d'échanges et des temps collectifs favorisant le partage d'expériences et les dynamiques d'entraide.

Elle a également adapté sa stratégie de développement territorial en expérimentant un modèle d'essaimage plus autonome. En formant des entrepreneurs capables de mobiliser et d'animer des réseaux de bénévoles, elle a renforcé son ancrage local et facilité son déploiement sur de nouveaux territoires.

La France s'engage a soutenu ces évolutions. L'association a bénéficié d'ateliers d'implantation territoriale, d'appuis juridiques facilitant la mise en œuvre de son modèle, ainsi que d'un accompagnement sur la gestion financière, avec la mise en place d'outils de pilotage, et sur les ressources humaines dans un contexte de changement d'échelle.

Dotation de *La France s'engage*
250 000 euros

ÉCLAIREUSES ÉCLAIREURS DE FRANCE

Rendre accessibles le scoutisme et ses valeurs aux jeunes issus des Services de la Protection de l'Enfance ou en situation de handicap.



© Éclaireuses Éclaireurs de France

1911	Noisy-le-Grand (Île-de-France)	Association
Inclusion sociale et lien social	Enfants et adolescents (7-17 ans)	

Projet soutenu : **« Marchepied »**

Problématique sociale : **Manque de cohésion sociale**

Des dispositifs scouts inadaptés aux jeunes les plus éloignés

Les jeunes les plus fragilisés cumulent des ruptures : crises sociales et écologiques, exposition à la désinformation, isolement relationnel, perte de repères. Les lieux d'accueil offrant des alternatives d'apprentissage et d'insertion restent insuffisants y compris dans le scoutisme.

La politique publique, structurée notamment par le Contrat d'Engagement Jeune lancé en 2021, propose un accompagnement vers l'emploi via les missions locales. Ce cadre atteint ses limites auprès des jeunes les plus éloignés des institutions, en raison de sa complexité administrative et de son orientation principalement professionnelle.

L'innovation : un cadre éducatif hybride et inclusif

Le programme Marchepied des Éclaireuses Éclaireurs de France propose un accueil éducatif fondé sur une approche hybride entre éducation populaire et accompagnement social. Il combine socialisation, développement personnel et participation citoyenne, avec une transmission de valeurs d'écocitoyenneté, de démocratie et de solidarité. L'accompagnement est personnalisé, avec une adaptation des activités aux besoins spécifiques de chaque jeune. Le dispositif mobilise bénévoles et professionnels et structure des passerelles vers la formation, l'insertion et les partenariats locaux.

Impact : l'inclusion est devenue un axe structurant du scoutisme laïc

Le programme contribue à inscrire les jeunes dans des trajectoires durables d'intégration sociale et professionnelle, en réduisant les situations de rupture. Il favorise l'accès à des espaces de socialisation et renforce les capacités d'engagement.

Au fil des années, Marchepied a diffusé ses pratiques d'inclusion au sein du scoutisme laïc et auprès d'acteurs de l'éducation et du travail social. Cette dynamique s'est traduite par le développement de formations, de partenariats et d'outils pédagogiques, notamment traduits et mis à disposition des enseignants.

L'association a également élargi l'accès à ses activités à des jeunes issus de milieux moins favorisés, en permettant le départ en vacances et l'inclusion dans l'association d'enfants issus de la protection de l'enfance, en situation de handicap ou en situation d'exil.

Cette évolution a produit des effets institutionnels. L'inclusion a été intégrée aux orientations 2026-2029 du scoutisme laïc, avec des ressources dédiées et a irrigué l'ensemble des mouvements du scoutisme français. Une convention signée en février 2026 avec l'Éducation nationale a permis la diffusion des outils Marchepied au-delà du cadre scout.

L'INCLUSION A ÉTÉ INTÉGRÉE AUX ORIENTATIONS 2026-2029 DU SCOUTISME LAÏC.

	Bénéficiaires	Territoires	Budget	ETP
en 2021	330	3	99 564 €	1
en 2025	**408**	**29**	**89 711 €**	**1,8**

La trajectoire avec *La France s'engage* : de nouvelles méthodes pour piloter le développement

Au cours de ses années d'accompagnement, le programme Marchepied a structuré son pilotage et consolidé son modèle. Pour une organisation aussi ancienne et reconnue que les Éclaireuses Éclaireurs de France, davantage identifiée pour la solidité de son modèle que pour sa capacité à faire évoluer ses pratiques, l'accompagnement de *La France s'engage* a permis de soutenir une démarche d'innovation sociale au sein d'un cadre établi, en donnant à cette initiative les moyens d'être structurée, évaluée et développée. Les accompagnements ont ainsi contribué à renforcer la mesure d'impact social et la stratégie financière.

Les équipes sont montées en compétences sur l'évaluation, avec le déploiement de questionnaires permettant d'obtenir des données quantitatives plus précises, mobilisées pour améliorer le projet et renforcer sa visibilité.

Parallèlement, l'association a affiné sa stratégie de financement et élargi sa connaissance des financeurs potentiels. Elle a renforcé ses compétences en levée de fonds afin de soutenir son développement.

Dotation de *La France s'engage*
100 000 euros

2. SE (RE)CONSTRUIRE ENSEMBLE

Ces initiatives créent des espaces où l'on répare les fragilités en s'appuyant sur la solidarité, la pair-aidance et l'expérience partagée, pour redonner force et confiance à chacun.

BANLIEUES SANTÉ

Créer un espace inclusif mêlant santé, insertion et convivialité pour les femmes.



© Banlieues Santé

2018	Bobigny (Île-de-France)	Association
Égalité femmes-hommes	Femmes en grande précarité des quartiers prioritaires de la politique de la ville	

Projet soutenu : **« Café des femmes »**

Problématique sociale : **Difficultés d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat**

Des vulnérabilités qui se cumulent

Dans les quartiers populaires, les femmes cumulent des vulnérabilités économiques, sociales et sanitaires qui limitent leurs trajectoires. Précarité de l'emploi, charges familiales, isolement relationnel, renoncements aux soins ou à la formation structurent un quotidien sous contrainte. Les politiques publiques, notamment l'accompagnement renforcé de France Travail, peinent à produire des effets durables car elles appréhendent encore trop souvent ces freins de manière cloisonnée. Cette approche laisse persister des inégalités d'accès à l'emploi et à l'autonomie.

L'innovation : restaurer les capacités d'agir

Créé en 2021 à Clichy, le Café des femmes utilise la santé comme levier d'insertion professionnelle et d'autonomisation des femmes des quartiers populaires. Les lieux associent accueil, accompagnement psychosocial, ateliers collectifs et formation. Il permet aux participantes d'acquérir des connaissances et des compétences en santé, puis de les transmettre à leur communauté en tant qu'ambassadrices

santé. Ces missions leur procurent un complément de revenus tout en développant des compétences relationnelles et pédagogiques utiles à leur employabilité et en renforçant leur rôle au sein de leur communauté. Le dispositif articule ainsi accompagnement, formation et mise en activité autour du levier de la santé.

Impact : des compétences qui deviennent des ressources

L'impact fait l'objet d'un suivi structuré associant questionnaires, accompagnement individualisé et outil numérique de mesure des trajectoires. Parmi les participantes, 93 % déclarent une amélioration de leur santé mentale, 82 % de leur forme physique, 94 % un renforcement de leur confiance et de leur prise de parole, tandis que 87 % disent davantage prendre soin de leur santé grâce au programme. Certaines accèdent à un emploi ou construisent un projet professionnel ; d'autres deviennent ambassadrices santé. En 2025, 146 femmes ont ainsi été formées par Banlieues Santé : elles conduisent des actions de prévention et bénéficient d'une reconnaissance institutionnelle soutenue par des financements publics. Cette évolution contribue à faire reconnaître les savoirs issus de l'expérience vécue comme une ressource pour les politiques de santé et d'insertion.

PARMI LES PARTICIPANTES, 93 % DÉCLARENT UNE AMÉLIORATION DE LEUR SANTÉ MENTALE.

	Bénéficiaires	Territoires	Budget	ETP
en 2021	3 830	2	1 353 694 €	4,2
en 2025	**7 070**	**6**	**1 293 200 €**	**7**

La trajectoire avec *La France s'engage* : une diversification des activités pour soutenir le développement

À partir de 2024, Banlieues Santé a déployé une stratégie visant à renforcer les coopérations locales pour son public. L'association a ainsi étendu son champ d'intervention à la santé environnementale en développant des partenariats avec des acteurs publics, associatifs et privés. En 2025, Banlieues Santé a créé l'entreprise à mission Big Plankton, détenue à 100 % par l'association. Cette évolution a permis de distinguer les activités de prestation des missions d'intérêt général tout en garantissant le réinvestissement des bénéfices dans le projet associatif. *La France s'engage* a accompagné cette évolution grâce à des appuis en gestion financière, en stratégie d'essaimage, en mesure d'impact et en ingénierie juridique. La Fondation a également contribué à renforcer la visibilité et le réseau de l'association, notamment grâce au programme *La fonction publique s'engage*. L'entrée de l'association au Conseil économique, social et environnemental (CESE) et au Haut Conseil de Santé publique (HCSP) a renforcé sa capacité à porter les enjeux des quartiers populaires à l'échelle nationale. L'accompagnement de la Fondation a été particulièrement mobilisé lors de décisions stratégiques. Enfin, Banlieues Santé a développé plusieurs projets communs avec d'autres lauréats de *La France s'engage*, notamment Règles Élémentaires, Audition Solidarité et la Maison des femmes Marseille-Provence.

Dotation de *La France s'engage*
250 000 euros

FÉDÉRATION AMAZONES

Offrir un soutien collectif et solidaire aux femmes atteintes de cancer en Outre-mer.



© Amazones Martinique

2017	Fort-de-France (Martinique)	Coalition
Santé et bien-être	Femmes/ Aidants	

Projet soutenu : **« Les Nids by Amazones »**

Problématique sociale : **Exclusion sociale et isolement**

Des parcours de soins inégaux selon les territoires

En France, une femme sur quatre est touchée par un cancer dit « féminin », qui nécessite un accompagnement à la fois médical, psychologique, social et professionnel. En Outre-mer, cette prise en charge se heurte à une offre de soins insuffisante, fragilisant les parcours et accentuant l'isolement des patientes, souvent confrontées à la précarité. Si les Plans cancer successifs prennent en compte ces territoires, les réponses demeurent insuffisamment adaptées à leurs spécificités. Il en résulte des inégalités persistantes : diagnostics plus tardifs, manque de spécialistes, délais de prise en charge et recours fréquent aux évacuations sanitaires, avec des pertes de chance importantes par rapport à l'Hexagone.

L'innovation : réunir soin, reconstruction et retour à l'emploi

Avec le programme Les Nids by Amazones, la Fédération Amazones a créé des espaces d'accueil non médicalisés dédiés aux femmes touchées par un cancer en Outre-mer. Ces lieux, eux-même gérés par des femmes atteintes par la maladie, proposent un accompagnement global associant écoute, activités de bien-être, soutien psychologique et appui à la réinsertion professionnelle des femmes en situation de rupture ou de précarité. L'innovation réside dans la création de *hubs* hybrides, inédits dans ces territoires, où santé, reconstruction personnelle et retour à l'emploi sont pensés conjointement.

Impact : des parcours de vie relancés

Le modèle repose sur un continuum d'accompagnement, du temps de la maladie jusqu'à celui de la reconstruction. Il favorise la restauration de la confiance en soi et la reprise d'un parcours social et professionnel.

En trois ans, le nombre de femmes accompagnées a été multiplié par cinq, atteignant 3 000 bénéficiaires en 2025. Cette montée en puissance s'est appuyée sur un réseau de plus de 1 500 bénévoles répartis sur les trois océans.

EN TROIS ANS, LE NOMBRE DE FEMMES ACCOMPAGNÉES A ÉTÉ MULTIPLIÉ PAR CINQ.

en 2021	650	5	80 000 €	0,3
en 2025	**3 000** Bénéficiaires	**8** Territoires	**500 000 €** Budget	**2,5** ETP

La trajectoire avec *La France s'engage* : d'une coalition d'associations à une fédération ultramarine

Au cours de ses années d'accompagnement, la Fédération Amazones a engagé son changement d'échelle en visant un essaimage dans l'ensemble des territoires ultramarins, où les collectivités constituent des partenaires majeurs des politiques de santé et en se structurant davantage. Cette dynamique s'est traduite par le passage de deux à cinq Nids, avec l'ouverture d'un nouveau lieu en Guyane et le développement d'un Nid à Paris. Elle s'est accompagnée d'un renforcement des équipes et de la création d'outils communs destinés à soutenir les structures locales, favoriser les échanges entre territoires et consolider le fonctionnement de la fédération.

La Fédération Amazones a également renforcé ses actions de sensibilisation et de plaidoyer autour des cancers féminins. Elle s'est imposée comme un acteur reconnu par les bénéficiaires, le grand public et les institutions, capable d'accompagner son développement à plus grande échelle.

La France s'engage a soutenu cette structuration sur plusieurs volets : gestion des ressources humaines, recrutement, organisation des équipes, animation du réseau et accompagnement des bénévoles. Son appui en matière de financement et de gestion a permis de déployer des outils financiers plus robustes, de mieux préparer les levées de fonds et de faciliter l'accès à des financements pluriannuels, y compris avec des partenaires membres du réseau de *La France s'engage*. La Fondation a également renforcé la structuration économique et juridique de l'association. Enfin, la participation de la fondatrice au programme *La fonction publique s'engage* a contribué à consolider sa posture de dirigeante associative, notamment dans ses relations avec les institutions publiques.

Dotation de *La France s'engage*
100 000 euros

3. ASSURER DES MODES DE VIE PLUS DURABLES ET ÉCOLOGIQUES

Ces initiatives réinventent les modes de vie durables en articulant transition écologique, ancrage territorial et engagement citoyen. Elles mobilisent habitants, acteurs économiques et institutions autour de réponses concrètes qui transforment les pratiques autant que les représentations.

ÉNERGIE PARTAGÉE

Accompagner habitants et collectivités dans la création de projets citoyens d'énergie renouvelable, en soutenant gouvernance, financement participatif et retombées économiques locales.



© Énergie Partagée LH

2010	Paris (Île-de-France)	Association
Transition écologique	Grand public, tout public | Collectivités territoriales	

Projet soutenu : **« Cap 2025 »**

Problématique : **Manque de sensibilisation aux enjeux écologiques et climatiques**

Une transition énergétique encore peu accessible

La réduction de la dépendance aux énergies fossiles en France s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale bas carbone et de la Programmation pluriannuelle de l'énergie. Ces politiques sont complétées par des dispositifs tels que le chèque énergie et MaPrimeRénov', qui visent à concilier transition écologique et accessibilité financière. Leur mise en œuvre se heurte toutefois à plusieurs limites : aides insuffisantes face à la hausse des coûts, complexité des démarches pour les ménages les plus fragiles et rythme encore insuffisant de la rénovation énergétique.

L'innovation : faire des citoyens des producteurs d'énergie

Énergie Partagée accompagne habitants et collectivités dans la conception et la gestion de projets citoyens d'énergies renouvelables (solaire, éolien, chaleur bois). Son modèle associe expertise technique, juridique et financière, financement solidaire, gouvernance partagée et redistribution locale des retombées économiques. Son innovation repose sur la copropriété des installations, qui fait des citoyens et des collectivités des acteurs de la production et de la gouvernance énergétiques.

Impact : la transition énergétique comme projet de territoire

Énergie partagée produit 1 844 GWh / an soit la consommation électrique de 1,5 million de personnes (hors chauffage). Au-delà de la production d'énergie renouvelable, Énergie Partagée transforme les projets énergétiques en leviers de coopération territoriale. Son accompagnement pédagogique sécurise les projets, structure les dynamiques collectives et favorise l'appropriation locale des enjeux de transition. Les habitants deviennent ainsi acteurs de la production énergétique et de la transition écologique. En trois ans, 618 800 personnes ont été sensibilisées aux enjeux climatiques et énergétiques. Le modèle contribue également à diffuser des pratiques plus sobres et à installer une culture de la transition conciliant dimensions écologique, économique et démocratique.

EN TROIS ANS, 618 800 PERSONNES ONT ÉTÉ SENSIBILISÉES.

en 2021	200 000	45	1 534 152 €	12
en 2025	**421 400**	**53**	**2 208 590 €**	**23,4**
	Bénéficiaires	**Territoires**	**Budget**	**ETP**

La trajectoire avec *La France s'engage* : renforcer l'offre aux collectivités et sécuriser le modèle de réseau

Au cours des dernières années, Énergie Partagée a renforcé son accompagnement des collectivités en développant une offre dédiée à l'émergence de projets citoyens d'énergies renouvelables. L'association a notamment accompagné la formation d'élus, la réalisation de diagnostics territoriaux et la création de coopératives citoyennes.

Son label a été reconnu par des acteurs institutionnels, notamment l'Ademe, comme un gage de qualité des projets. L'association est également devenue experte du dispositif européen Enercom Facility et a contribué au développement d'outils de financement de l'énergie citoyenne ainsi qu'aux réflexions conduites auprès des institutions européennes.

La France s'engage a accompagné cette montée en puissance en renforçant les compétences internes d'Énergie Partagée en matière de mesure d'impact et de pilotage stratégique. Cet accompagnement a permis d'identifier et de hiérarchiser des indicateurs pertinents, de produire un bilan d'impact structuré et de mieux valoriser les résultats auprès des partenaires et des financeurs. La Fondation a également soutenu la formalisation du modèle d'essaimage, en clarifiant les rôles entre la tête de réseau et les structures locales, ainsi que la sécurisation économique et juridique de l'association. Elle a conforté son repositionnement auprès des collectivités en l'accueillant sur l'espace collectif *La France s'engage* au Salon des Maires et des Collectivités Locales. Cet appui a contribué à protéger la marque et le label d'Énergie Partagée et a accompagné la diversification de son modèle de développement.

Dotation de *La France s'engage*
150 000 euros

RÉUTILIZ

Développer une filière locale de réemploi des emballages à La Réunion, en fédérant producteurs, distributeurs et consommateurs autour d'un modèle circulaire et solidaire.

RÉUTILIZ



© TecTecVision - Réutiliz

2019	Piton-Saint-Leu (La Réunion)	Association
Transition écologique	Personnes éloignées de l'emploi et/ou bénéficiaires du RSA	

Projet soutenu : **« Réuniverre »**

Problématique : **Pollution et gaspillage**

Une économie circulaire freinée par les contraintes insulaires

À La Réunion, la gestion des déchets se heurte à une double contrainte : une forte pression environnementale et les spécificités de l'insularité. Chaque année, près de 900 tonnes de barquettes plastiques sont jetées, tandis que seule la moitié du verre est recyclée. Cette situation entretient une forte dépendance aux contenants importés, générant des coûts élevés et une vulnérabilité logistique, dans un territoire où près de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Si la loi AGEC et les politiques conduites par les intercommunalités encouragent la réduction des plastiques et le développement du recyclage, la fragmentation des filières et l'absence d'un modèle circulaire intégré à l'échelle de l'île limitent encore leur portée.

L'innovation : créer une filière locale du réemploi

Réutiliz développe une filière locale de réemploi des emballages fondée sur la collecte, le lavage et la redistribution de contenants réutilisables. Le projet fédère producteurs, distributeurs et consommateurs autour d'un système circulaire adapté aux contraintes insulaires. Son innovation réside dans la

structuration d'une véritable filière de réemploi, capable de réduire les déchets à la source tout en renforçant l'autonomie du territoire.

Impact : une transition écologique créatrice d'emplois

Le modèle associe économie circulaire et insertion professionnelle. Il permet à des personnes éloignées de l'emploi, notamment d'anciens détenus, d'accéder à des emplois locaux et non délocalisables.

En 2025, 21 personnes étaient engagées dans un parcours de réinsertion au sein du dispositif. Parallèlement, Réutiliz accompagne les entreprises dans leur transition vers le réemploi, avec des effets mesurables sur la réduction des déchets plastiques et en verre ainsi que sur les émissions de dioxyde de carbone.

EN 2025, 21 PERSONNES ÉTAIENT ENGAGÉES DANS UN PARCOURS DE RÉINSERTION AU SEIN DU DISPOSITIF.

	Bénéficiaires	Points de collecte à la Réunion*	Budget	ETP
en 2021	11	15	420 741 €	2
en 2025	**20**	**26**	**429 949 €**	**12**

La trajectoire avec *La France s'engage* : diversifier les débouchés pour consolider la filière

Au cours des trois dernières années, Réutiliz a consolidé son activité malgré le désengagement de certains partenaires. L'association a diversifié ses partenariats et ses points de collecte afin de maintenir le développement de la filière. Elle a également lancé des ateliers de découpe du verre à destination des entreprises pour créer de nouveaux débouchés. En interne, Réutiliz a renouvelé sa gouvernance, a recruté sur des fonctions stratégiques et a réorganisé son équipe afin d'accompagner sa croissance. *La France s'engage* a contribué à structurer le modèle économique de l'association grâce à un accompagnement juridique. La Fondation a également renforcé les démarches de mesure d'impact social et a soutenu le développement des relations avec les industriels. Enfin, Réutiliz a été auditionnée par le député Philippe Naillet dans le cadre des travaux parlementaires relatifs à la loi Climat, témoignant de la reconnaissance acquise par le projet.

Dotation de *La France s'engage*
150 000 euros

* Le projet de Réutiliz ne prévoit pas d'essaimage territorial en-dehors du territoire d'origine.

CHOISIS TA PLANÈTE

Sensibiliser les jeunes (8-12 ans) à la transition écologique et au développement durable à travers des programmes éducatifs interactifs.



© Choisis Ta Planète

2003	Roubaix (Hauts-de-France)	Association
Transition écologique	Élèves du primaire et communautés éducatives	

Projet soutenu : **« Challenge Planète »**

Problématique : **Manque de sensibilisation aux enjeux écologiques et climatiques**

Une éco-anxiété qui peine à s'exprimer à l'école

Selon les enquêtes internationales, 75 % des jeunes de 16 à 25 ans jugent l'avenir « effrayant » et 45 % déclarent que cette inquiétude affecte leur quotidien. Cette éco-anxiété apparaît dès l'enfance, alors que l'institution scolaire peine à l'intégrer de manière structurée. Si la loi Climat et Résilience de 2021 a inscrit l'éducation au développement durable dans les missions de l'enseignement, sa mise en œuvre demeure inégale. Les pratiques restent souvent ponctuelles, les outils pédagogiques hétérogènes et la formation des enseignants insuffisante, en particulier auprès des enfants de 8 à 12 ans, une période déterminante.

L'innovation : transformer l'éco-anxiété en pouvoir d'agir

Avec le programme Challenge Planète, Choisis Ta Planète propose un parcours éducatif déployé sur une année scolaire. Le dispositif accompagne les écoles primaires d'un territoire grâce à des animations interactives, des ressources pédagogiques, des défis mensuels et un projet collectif valorisé lors d'un événement final. Pensé comme une solution clé en main, il s'intègre au fonctionnement des classes sans alourdir le travail des équipes éducatives.

Son innovation consiste à transformer une inquiétude diffuse en un parcours d'apprentissage structuré, qui associe acquisition de connaissances et passage à l'action. L'éco-anxiété devient ainsi un levier d'engagement plutôt qu'un facteur de découragement.

Impact : des élèves qui deviennent acteurs de la transition

Le programme renforce le pouvoir d'agir des élèves tout en donnant aux enseignants les moyens d'intégrer durablement les enjeux environnementaux dans leurs pratiques. 93,5 % des enseignants ayant participé au dispositif déclarent avoir observé un changement de pratiques chez leurs élèves. Les résultats se traduisent par près de 400 projets de classe, dont l'impact climatique a été reconnu par le comité scientifique Euraclima. À l'échelle des territoires, la progression des demandes d'agrément E3D (École ou Établissement en Démarche de Développement Durable) témoigne d'une appropriation croissante du programme par les établissements et d'un effet d'entraînement sur les politiques éducatives locales.

93,5 %
DES ENSEIGNANTS AYANT PARTICIPÉ AU DISPOSITIF DÉCLARENT AVOIR OBSERVÉ UN CHANGEMENT DE PRATIQUES CHEZ LEURS ÉLÈVES.

	Bénéficiaires	Territoires	Budget	ETP
en 2021	2 850	3	153 405 €	4
en 2025	**4 056**	**13**	**413 897 €**	**6**

La trajectoire avec *La France s'engage* : déployer les programmes grâce à un réseau d'intervenants formés

Au cours de ses années d'accompagnement, Choisis Ta Planète a poursuivi son développement en renforçant ses activités auprès des entreprises, qui ont représenté près d'un quart de son budget annuel. L'association a également accéléré son implantation territoriale grâce à l'ouverture régulière de nouvelles antennes et a fait évoluer son modèle d'essaimage afin de faciliter l'appropriation de ses programmes tout en préservant leurs principes pédagogiques.

Pour accompagner ce changement d'échelle, elle s'est appuyée sur un réseau d'intervenants indépendants formés à ses méthodes pédagogiques, permettant d'accroître sa capacité d'intervention en milieu scolaire comme en entreprise tout en garantissant la qualité des actions menées.

La France s'engage a accompagné cette dynamique en intervenant sur la stratégie d'implantation territoriale, la mesure d'impact social et le plaidoyer et en favorisant l'entrée en relation avec un nouveau financeur. Cet accompagnement a permis d'affiner le modèle d'essaimage et d'explorer les conditions de son déploiement dans de nouveaux territoires. La Fondation a également contribué à renforcer les compétences de l'association en communication et en influence, consolidant ainsi sa notoriété et sa capacité à poursuivre son développement.

Dotation de *La France s'engage*
200 000 euros

4. TROUVER SA PLACE DANS LA SOCIÉTÉ

Ces initiatives offrent à des publics en situation de grande fragilité les moyens de franchir un seuil décisif, de réinvestir pleinement leur place dans la société et de se projeter autrement dans l'avenir, grâce à des innovations qui transforment concrètement leur quotidien.

WEAVERS

Proposer des parcours d'insertion sociale et professionnelle pour les personnes réfugiées.



© Weavers

2019	Villeurbanne (Auvergne-Rhône-Alpes)	Association
Insertion professionnelle et formation	Personnes en situation d'exil ou réfugiées	

Projet soutenu : **« Tisseurs d'Avenir »**

Problématique : **Difficultés d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat**

Des parcours d'exil freinés par l'absence de relais

Les personnes réfugiées en France cumulent plusieurs vulnérabilités : isolement social, absence de réseaux, barrière linguistique et difficultés d'accès à l'emploi. Cette situation contraste avec les besoins de secteurs en tension comme l'hôtellerie-restauration, les métiers du soin ou la logistique. Les jeunes exilés, souvent peu diplômés et issus de quartiers prioritaires, font face à une offre de formation encore peu adaptée à leurs trajectoires. Le cadre public, structuré autour du Contrat d'intégration républicaine piloté par l'Office français de l'immigration et de l'intégration, ainsi que des dispositifs d'hébergement et d'insertion, organise l'accueil et l'accompagnement initial. Toutefois, l'isolement demeure, notamment en raison de la fragilité des relais de proximité et des obstacles linguistiques persistants.

L'innovation : adapter la formation aux parcours d'exil

Weavers propose un parcours progressif d'intégration professionnelle destiné aux personnes exilées, quel que soit leur niveau de formation initial. Le dispositif associe apprentissage du français, développement de compétences transversales et formation aux métiers en tension. Son innovation repose sur un modèle modulaire, capable de s'adapter à la diversité des parcours migratoires tout en accélérant l'accès à l'emploi. L'approche s'appuie sur un fort ancrage territorial, mobilisant entreprises, acteurs publics et structures sociales afin de fluidifier les parcours et de sécuriser les transitions professionnelles.

Impact : favoriser l'autonomie et s'imposer comme un acteur reconnu de l'insertion

75 % DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES ACCÈDENT À UN EMPLOI DANS LES SIX MOIS.

Les résultats témoignent d'une amélioration de l'insertion professionnelle : 75 % des personnes accompagnées accèdent à un emploi dans les six mois. 90 % ont développé des compétences nécessaires à leur insertion professionnelle (maîtrise du français, apprentissage des codes de l'entreprise, confiance en soi).
Cet accompagnement contribue également à stabiliser les conditions de vie des bénéficiaires, notamment en matière de logement et de démarches administratives. D'abord peu identifiée par les acteurs publics et inscrite dans une logique d'« aller vers », l'association est désormais sollicitée par des partenaires tels que France Travail, illustrant sa reconnaissance et son changement d'échelle. Elle a également cofondé la coalition Work With Refugees, avec le soutien de la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés, afin de renforcer la coordination entre les acteurs de l'insertion et faire évoluer les politiques publiques en faveur de l'insertion des personnes exilées.

en 2021	96	1	501 440 €	6,5
en 2025	**502**	**6**	**963 951 €**	**22**
	Bénéficiaires	**Territoires**	**Budget**	**ETP**

La trajectoire avec *La France s'engage* : rendre le modèle évaluable, sécurisé et déployable

La France s'engage a accompagné la professionnalisation de Weavers sur plusieurs dimensions stratégiques. En matière de mesure d'impact, la Fondation a permis de clarifier et structurer une stratégie d'évaluation adaptée au changement d'échelle, de définir des indicateurs pertinents, de mettre en place des outils de suivi et de renforcer les compétences internes. Ces avancées ont également consolidé les relations de l'association avec ses partenaires institutionnels, grâce à une meilleure valorisation de ses résultats. L'accompagnement juridique a sécurisé le modèle économique de l'association, notamment sur les questions d'autofinancement, de fiscalité et d'évolution de ses structures. Un atelier consacré à l'implantation territoriale a facilité le déploiement du projet à Marseille. Enfin, la mise en réseau portée par la Fondation a favorisé le développement de coopérations avec d'autres lauréats, renforçant la dynamique collective autour des enjeux d'insertion des personnes exilées.

Dotation de *La France s'engage*
200 000 euros

ACADÉMIE YOUNUS

Utiliser le sport comme tremplin pour le développement scolaire et social des jeunes.



© Académie Younus

2012	Bordeaux (Nouvelle-Aquitaine)	Association
Éducation et jeunesse	Enfants et adolescents (7-17 ans)	

Projet soutenu : **« Sport, Éducation et insertion »**

Problématique : **Décrochage scolaire et manque de compétences de base**

Des parcours scolaires fragilisés dès le plus jeune âge

Dans les quartiers prioritaires, le décrochage scolaire reste alimenté par l'accumulation de facteurs sociaux, éducatifs et culturels : manque de soutien familial, accès limité à des activités structurantes, autocensure et discriminations. Malgré des politiques publiques comme les Cités éducatives, qui renforcent la coordination des acteurs, les réponses peinent encore à agir simultanément sur la perte de sens, le déficit de reconnaissance et la rupture avec les cadres d'apprentissage qui nourrissent la désaffiliation scolaire.

L'innovation : le club sportif comme point d'appui des parcours éducatifs et professionnels

L'Académie Younus propose un parcours éducatif intégré destiné aux jeunes de 6 à 25 ans. Son modèle associe soutien scolaire, pratique sportive et accompagnement vers l'insertion professionnelle en s'appuyant sur les clubs sportifs amateurs comme points d'ancrage territoriaux. Le sport devient un levier de mobilisation durable, au service d'un accompagnement individualisé qui articule dimensions éducative, sociale et professionnelle.

Impact : le sport comme moteur de remobilisation

Le dispositif agit simultanément sur les dimensions éducatives, comportementales et relationnelles. L'accès à une pratique sportive régulière améliore la santé physique et mentale des jeunes tout en restaurant des repères structurants. Les effets se prolongent dans le parcours scolaire, avec un engagement renforcé, de meilleurs résultats et un rapport plus positif à l'effort et à l'école.

À Bordeaux, 88 % des enfants accompagnés estiment avoir progressé à l'école après au moins une année au sein du programme. Au-delà de la réussite scolaire, l'Académie Younus favorise l'insertion en facilitant l'accès à l'information, la découverte de modèles inspirants et la construction d'un projet professionnel. Fondé sur des dynamiques locales existantes, ce modèle présente un fort potentiel de déploiement dans d'autres territoires confrontés à d'importantes inégalités éducatives.

88 % DES ENFANTS ACCOMPAGNÉS ESTIMENT AVOIR PROGRESSÉ À L'ÉCOLE APRÈS AU MOINS UNE ANNÉE AU SEIN DU PROGRAMME.

	Bénéficiaires	Territoires	Budget	ETP
en 2021	300	2	354 404 €	10
en 2025	**370**	**4**	**980 000 €**	**18**

La trajectoire avec *La France s'engage* : outiller le déploiement territorial et le pilotage par l'impact

Au cours de ses années d'accompagnement, l'Académie Younus a poursuivi son essaimage territorial en s'appuyant sur ses partenaires locaux. *La France s'engage* a accompagné cette dynamique à travers un appui à la stratégie de changement d'échelle, des ateliers d'implantation et la participation du directeur général de l'association au programme *La fonction publique s'engage*, qui ont facilité le déploiement du programme dans de nouveaux territoires.

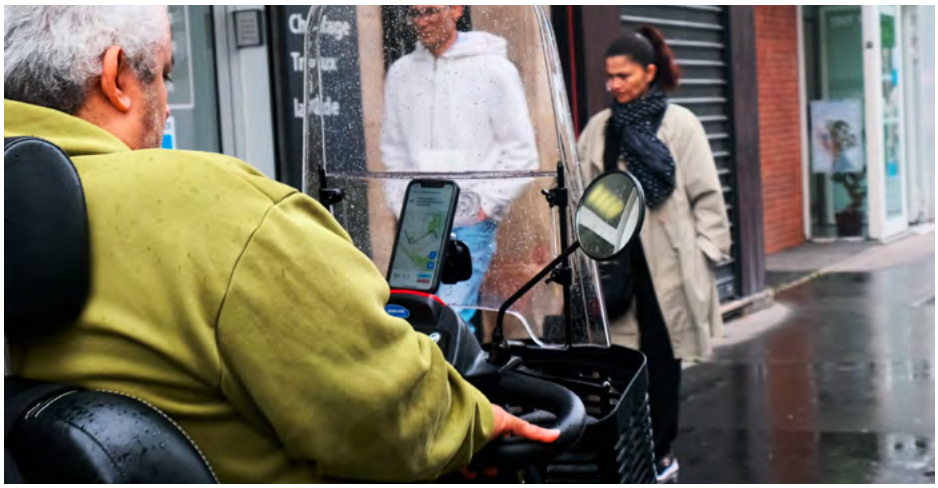
Les accompagnements financier et juridique ont permis de renforcer le pilotage de l'association et de sécuriser les relations contractuelles avec ses partenaires, consolidant ainsi son modèle de développement.

Enfin, l'appui à la mesure d'impact a renforcé les compétences des équipes en matière d'évaluation et de pilotage par l'impact. Il a permis de définir des indicateurs plus pertinents, de mettre en place des outils de suivi et de collecte de données et de mieux valoriser les résultats auprès des partenaires et des financeurs.

Dotation de *La France s'engage*
300 000 euros

ARTIL - STREETCO

Offrir une application de navigation urbaine accessible aux personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite, favorisant autonomie et sécurité.



© Artil - Streetco

2016	Paris (Île-de-France)	Entreprise ESUS
Inclusion sociale et lien social	Personnes en situation de handicap | Seniors (>60 ans)	

Projet soutenu : **« Streetco »**

Problématique : **Perte d'autonomie et manque d'activité physique**

Une accessibilité encore largement théorique

Malgré la loi du 11 février 2005 sur l'accessibilité universelle, les personnes à mobilité réduite continuent de se heurter à de nombreux obstacles dans leurs déplacements. L'écart entre les normes et leur application reste important selon les territoires.
En l'absence de données fiables et actualisées sur l'état réel de l'accessibilité, les déplacements demeurent imprévisibles. Les personnes concernées sortent ainsi en moyenne six fois moins que les personnes valides, limitant leur accès à l'emploi, aux soins, aux loisirs et, plus largement, à la vie sociale.

L'innovation : rendre l'accessibilité visible en temps réel

Avec Streetco, Artil a développé un GPS piéton collaboratif destiné aux personnes en situation de handicap, fragilisées ou à mobilité réduite. L'application propose des itinéraires personnalisés, sécurisés et sans obstacles grâce à une collecte de données en temps réel. Son innovation repose sur un modèle participatif : les usagers documentent eux-mêmes les conditions d'accessibilité et alimentent une base de données dynamique, directement issue des usages.

Impact : une autonomie retrouvée et une ressource stratégique pour l'action publique

En réduisant l'imprévisibilité des trajets, Streetco limite les renoncements aux déplacements et renforce l'autonomie de ses utilisateurs. L'application contribue

ainsi à rompre l'isolement et facilite l'accès à l'emploi, aux soins et à la vie sociale.

Les bénéficiaires déclarent effectuer une sortie supplémentaire par semaine en moyenne, signe d'une capacité retrouvée à se déplacer de manière indépendante. Au-delà de son usage individuel, Streetco constitue également une ressource pour les collectivités et les opérateurs de mobilité, les données collectées contribuant à orienter les politiques d'aménagement et d'accessibilité.

en 2021	30 000	2	280 000 €	5
en 2025	**80 000**	**9**	**500 000 €**	**5**
	Bénéficiaires	**Territoires**	**Budget**	**ETP**

La trajectoire avec *La France s'engage* : élargir le modèle de Streetco aux nouveaux usages de mobilité

Au cours de ses années d'accompagnement, Artil a consolidé le positionnement de Streetco comme acteur de référence de l'accessibilité des déplacements. Cette reconnaissance s'est notamment traduite par une collaboration avec la Ville de Paris dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Pour répondre à une demande croissante, l'entreprise a développé StreetNav, en partenariat avec d'autres acteurs du secteur, afin de proposer une solution de guidage couvrant les environnements extérieurs et intérieurs. Initialement centrée sur les personnes en situation de handicap, elle a également élargi son action aux personnes âgées, confrontées à des difficultés similaires dans leurs déplacements quotidiens.

La France s'engage a accompagné cette évolution en apportant un appui juridique qui a permis de sécuriser le cadre fiscal, social et juridique du développement de l'entreprise ainsi que ses rapprochements avec d'autres structures. Le programme d'implantation territoriale en Île-de-France animé par Makesense a soutenu le déploiement de Streetco auprès de nouveaux publics en renforçant son ancrage local. Enfin, l'accompagnement à la structuration organisationnelle et à la recherche de financements a contribué à définir la stratégie de développement de l'entreprise et à diversifier ses sources de financement.

LES BÉNÉFICIAIRES DÉCLARENT EFFECTUER UNE SORTIE SUPPLÉMENTAIRE PAR SEMAINE EN MOYENNE.

Dotation de *La France s'engage*
200 000 euros

ZIRLIB

Créer des centres d'art en EHPAD pour renforcer la place sociale et le bien-être des personnes âgées.



© Y. Lamoulère - Zirlib

2006	Orléans (Centre-Val de Loire)	Association
Culture et médias	Seniors (>60 ans) | Grand public / tout public	

Projet soutenu : **« L.B.O : Un centre d'art dans un EHPAD »**

Problématique : **Exclusion sociale et isolement**

Des EHPAD souvent coupés de la vie culturelle

Les EHPAD demeurent largement perçus comme des lieux d'isolement, associés à une perte progressive d'autonomie. Cette représentation s'accompagne d'un déficit d'activités valorisantes et d'interactions sociales, qui renforce la solitude des résidents et la distance entre ces établissements et le reste de la société. Si le dispositif « Culture et Santé » et la stratégie « Bien vieillir » reconnaissent la culture comme un levier de lien social, son déploiement reste inégal selon les territoires et demeure souvent relégué derrière les priorités liées au soin.

L'innovation : faire de l'EHPAD un lieu de création

Avec son programme de centres d'art permanents, Zirlib transforme les EHPAD en lieux de création ouverts sur leur territoire. La compagnie y intègre des artistes, des ateliers, des expositions et des temps de médiation dans la vie quotidienne des résidents et des équipes. Son innovation réside dans cette hybridation entre accompagnement médico-social et création contemporaine, qui fait de l'art un support de relation, de participation et de transformation des lieux.

Impact : amélioration du bien-être des patients et de la prise en charge médicale

Le dispositif favorise la participation des résidents, stimule les échanges et contribue à rompre l'isolement. Il participe également à changer le regard

porté sur le grand âge, en réaffirmant la capacité des personnes âgées à créer, à transmettre et à prendre part à la vie culturelle. Les effets dépassent les seuls résidents. Les équipes soignantes et administratives voient leurs pratiques évoluer, les projets culturels devenant un support de coopération et de nouvelles façons d'habiter les établissements.

Comme le résume une résidente du centre d'Avignon : *« Quand je vois mon œuvre dans le couloir, j'ai l'impression d'exister encore. »* Un cadre de santé à Chambéry témoigne également : *« On ne parle plus seulement de soins, on parle de projets. Ça change complètement l'ambiance du service. »*

en 2021	125	1	41 725 €	0,6
en 2025	**665**	**7**	**270 500 €**	**2,6**
	Bénéficiaires	**Territoires**	**Budget**	**ETP**

La trajectoire avec *La France s'engage* : de l'expérimentation artistique à une offre structurée

Au cours de ses années d'accompagnement, Zirlib a consolidé son modèle économique en renforçant ses équipes et en sécurisant les financements nécessaires à son développement. L'association développe actuellement une offre de formation destinée à créer un langage commun entre les professionnels de la culture et ceux du soin, afin de diffuser les pratiques expérimentées et d'en faciliter l'appropriation.

Après un premier déploiement à Chambéry, des projets emblématiques ont émergé, notamment à Bourges dans le cadre de la Capitale européenne de la culture 2028 et à Paris avec le Théâtre national de Chaillot. L'association a également engagé une dynamique d'ouverture internationale avec un projet envisagé à Barcelone.

La France s'engage a accompagné cette évolution en apportant un appui juridique qui a permis d'adapter et de consolider le modèle économique de l'association. Cet accompagnement a rendu possible le financement des équipes salariées, dont les effectifs ont quadruplé, et a contribué à faire évoluer le positionnement de Zirlib, désormais directement sollicitée par les collectivités et les EHPAD.

Enfin, l'accompagnement à la mesure d'impact a renforcé la crédibilité du projet. Il a permis de structurer le discours d'impact, d'objectiver les besoins du programme et de chiffrer un accompagnement de deux ans désormais intégré au modèle économique de l'association.

Dotation de *La France s'engage*
300 000 euros

ET SI...
LES LAURÉATS N'AVAIENT PAS ÉTÉ LAURÉATS

Évaluer un impact revient à apprécier les transformations observées à la suite d'une action et à analyser, autant que possible, la part qui peut raisonnablement lui être attribuée, en regard de ce qui aurait pu se produire en son absence.

Dans le cas d'une fondation comme *La France s'engage*, une attribution stricte des changements d'échelle à son seul soutien serait réductrice. Les lauréats évoluent dans des environnements où interviennent de multiples acteurs (publics, privés, associatifs) et leur développement repose avant tout sur la qualité de leur projet, la capacité d'action de leurs équipes et les opportunités offertes par leur contexte territorial.

Il est toutefois possible d'éclairer cette contribution à travers une analyse comparative, fondée sur un groupe témoin constitué de projets finalistes non lauréats du concours.

Cette approche ne prétend pas établir une causalité absolue. Elle permet néanmoins de mieux comprendre, avec méthode et prudence, la manière dont les différents leviers proposés par *La France s'engage* (reconnaissance par le label, soutien financier, accompagnement stratégique et mise en réseau) peuvent contribuer à accélérer certaines trajectoires de développement, en les distinguant des dynamiques qui relèvent plus largement des porteurs de projet et de leur environnement.

COMMENT A ÉTÉ CONSTITUÉ LE GROUPE TÉMOIN ?

Des critères de sélection précis ont été établis afin de sélectionner 15 projets comparables aux profils des lauréats 2022. Les projets constituant le groupe témoin ont ainsi en commun d'avoir été au moins une fois finalistes du concours et d'avoir présenté un dossier de candidature, adressé aux mêmes bénéficiaires et sur la même thématique, en 2022 et en 2026.

Quatre indicateurs clés permettent de suivre les trajectoires des structures :

- Évolution du nombre de bénéficiaires
- Évolution du nombre de territoires d'implantation
- Évolution des budgets
- Évolution des emplois

Ces évolutions sont mesurées sur la base de leur candidature au concours 2022 en examinant la situation initiale (en 2021) et la situation plusieurs années après (2025).

La méthode de calcul est le taux de croissance établi par agrégation des données avant/après pour chaque indicateur.

Plusieurs partis pris méthodologiques ont été posés pour garantir la robustesse de la comparaison, toujours dans un sens prudent et avantageux pour le groupe témoin.

Sur le plan territorial, par exemple, toute implantation déclarée à l'échelle régionale est comptabilisée comme une présence dans l'ensemble des départements correspondants pour les candidats du groupe témoin. Ce choix, faute de données plus fines, tend à surestimer la couverture réelle et donc à avantager le groupe témoin par rapport aux lauréats pour qui les données territoriales sont comptabilisées « au réel » au niveau départemental.

De la même manière, l'analyse budgétaire est effectuée au niveau des budgets des structures, sauf exception pour certaines grandes structures dont le budget du projet présenté au concours est trop décorrélé du budget global, sur une période homogène.

Enfin, seuls les bénéficiaires directs sont pris en compte, selon une méthode identique pour toutes les structures.

ANALYSE COMPARÉE*



NOMBRE DE TERRITOIRES D'IMPLANTATION

4 X PLUS ÉLEVÉE

GROUPE TÉMOIN x 1,3 (+ 30%)

LAURÉATS 2022

x 2,2 (+ 119 %)

Le taux d'augmentation des implantations territoriales est environ **quatre fois plus élevé** chez les lauréats de *La France s'engage* que dans le groupe témoin. Cet écart est cohérent avec la vocation même du programme d'accompagnement de *La France s'engage*, dont l'un des principaux leviers est précisément de structurer et d'accélérer les stratégies d'essaimage. Il contribue à faire de l'essaimage une démarche plus systématique, mieux préparée et davantage inscrite dans la trajectoire de développement des organisations.

Tous les lauréats, à l'exception d'un seul dont le modèle visait un essaimage dans sa région d'origine (Réutiliz), ont ainsi vu leur présence territoriale progresser nettement. Cette expansion est particulièrement marquée pour des structures dont les dispositifs, souvent appuyés sur des outils numériques ou des organisations en réseau, facilitent un déploiement rapide dans plusieurs régions. À l'inverse, le groupe témoin présente une évolution plus discontinue : certaines organisations connaissent de fortes expansions, tandis que d'autres voient leur implantation stagner ou se contracter parfois de manière significative.

L'analyse conduit moins à distinguer les projets par leur ambition que par leur capacité à la mettre en œuvre. Les finalistes du concours appartenant au groupe témoin partagent avec les lauréats, par construction, une perspective de changement d'échelle géographique. Les écarts observés laissent ainsi penser que *La France s'engage* favorise la traduction de cette ambition en déploiement territorial, en offrant aux lauréats **des ressources et un accompagnement susceptibles d'accélérer leur dynamique d'essaimage**.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

2 X SUPÉRIEUR

GROUPE TÉMOIN x 1,7 (+ 72 %)

LAURÉATS 2022

x 2,5 (+ 151 %)

La dynamique de croissance des bénéficiaires apparaît nettement plus soutenue chez les lauréats de *La France s'engage* que dans le groupe témoin : leur taux de progression est plus de **deux fois supérieur**. Cet écart ne traduit pas un effet homogène, mais **une capacité plus affirmée à franchir des seuils d'échelle dans des délais resserrés.**

Cette performance est en partie portée par des structures dont les modèles permettent des montées en charge rapides et efficientes.

En miroir, le groupe témoin dessine un paysage plus hétérogène. Certaines organisations connaissent des accélérations marquées, souvent liées à un renforcement financier significatif. D'autres, à l'inverse, enregistrent des trajectoires stables, voire en recul. Les résultats du groupe sont par ailleurs sensibles à la trajectoire d'une structure qui, du fait même de la nature de son projet, touche un nombre particulièrement élevé de bénéficiaires. Si cette organisation a elle aussi accru son nombre de bénéficiaires, sa progression, plus modérée en proportion, pèse mécaniquement sur le taux d'évolution global du groupe témoin.

*Malgré la robustesse du groupe témoin, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. L'échantillon demeure limité et certaines trajectoires atypiques peuvent influer fortement sur les taux de croissance agrégés.

Ce contraste met en évidence un point structurant : la croissance ne dépend pas uniquement de l'ampleur des moyens mobilisés, mais aussi de **la capacité à structurer un modèle reproductible**. Dans cet espace, les lauréats se distinguent par une progression plus soutenue, tandis que le groupe témoin reflète une plus grande diversité de trajectoires organisationnelles.



TAILLE DES BUDGETS

2 X MOINDRE

GROUPE TÉMOIN x 2,2 (+ 121 %)

LAURÉATS 2022

x 1,6 (55 %)

L'analyse comparative montre que les structures accompagnées par *La France s'engage* touchent davantage de bénéficiaires et se déploient sur plus de territoires, alors même que leur budget cumulé n'a progressé « que » de 47 %, contre 121 % pour le groupe témoin.

Cet écart doit toutefois être interprété avec prudence. Chez les lauréats, les plus fortes progressions budgétaires relatives concernent principalement des **structures de petite taille** (voir tableau p. 66). Leurs fortes évolutions, rapportées à des budgets initiaux plus modestes, produisent un effet de dilution dans le budget cumulé du groupe.

Les données suggèrent néanmoins une dissociation entre croissance des moyens et progression de l'impact. Les lauréats semblent ainsi accroître leur nombre de bénéficiaires et leur couverture territoriale sans augmentation budgétaire proportionnelle, ce qui peut notamment s'expliquer par **les effets de structuration et de professionnalisation liés à l'accompagnement.**

À l'inverse, la dynamique du groupe témoin est davantage portée par quelques « superstructures » déjà fortement dotées, dont l'expansion pèse mécaniquement sur les résultats agrégés.



CRÉATION D'EMPLOIS

2 X PLUS ÉLEVÉE

GROUPE TÉMOIN x 1,6 (+ 59 %)

LAURÉATS 2022

x 2 (+ 94 %)

La progression des emplois apparaît sensiblement plus dynamique chez les lauréats de *La France s'engage* que dans le groupe témoin : leur taux d'augmentation est près de **deux fois supérieur**. Sans permettre d'établir un lien de causalité direct, cet écart est cohérent avec l'hypothèse selon laquelle **l'accompagnement proposé par le programme contribue à renforcer les capacités de structuration interne** des organisations, notamment en leur donnant les moyens d'investir dans des fonctions supports, des compétences clés ou des postes nécessaires à leur changement d'échelle.

Cette dynamique souligne également l'intérêt d'une dotation financière non fléchée, qui permet aux structures de financer des besoins de consolidation souvent difficilement couverts par les financements classiques, davantage orientés vers la réalisation d'actions opérationnelles. En offrant une marge de manœuvre stratégique, ce type de soutien peut faciliter la professionnalisation des équipes et la sécurisation des trajectoires de développement.

Plus largement, ces résultats suggèrent que l'effet de *La France s'engage* ne réside pas uniquement dans l'apport financier accordé aux lauréats, mais dans **la combinaison de plusieurs leviers : un financement structurant, un accompagnement stratégique dans la durée et une mise en réseau avec d'autres acteurs engagés**. Cette approche semble contribuer à renforcer simultanément les capacités d'action, l'autonomie organisationnelle et la robustesse des modèles développés par les structures accompagnées.

SELON LES LAURÉATS, *LA FRANCE S'ENGAGE* ACCÉLÈRE LEUR DÉVELOPPEMENT

À l'issue de leur cycle d'accompagnement, les lauréats 2022 ont été invités à estimer, de manière anonyme, ce qu'aurait été leur trajectoire s'ils n'avaient pas été lauréats.

SANS *LA FRANCE S'ENGAGE*, ILS ESTIMENT QUE :

85 %* estiment qu'ils auraient touché moins de bénéficiaires

« Nous aurions touché moins de bénéficiaires »



« Nous aurions touché autant de bénéficiaires »

67 %* affirment que l'impact aurait été moins important pour leurs bénéficiaires

« L'impact aurait été moins important »



« L'impact aurait été équivalent »

100 %* déclarent que le changement d'échelle territorial aurait été plus modeste

« Le changement d'échelle aurait été moins important »
« Le changement d'échelle aurait pris plus de temps »



« Le changement d'échelle aurait été déployé sur moins de territoires »
« Le changement d'échelle aurait impliqué moins de partenaires »

92 %* jugent le label *La France s'engage* décisif pour accéder à de nouveaux financements et accroître leur légitimité

« L'impact du label a été déterminant »
« L'impact du label a été utile »



« Le label a été peu utile »

Les lauréats 2022 évaluent à 8,8 sur 10 en moyenne la contribution du financement et de l'accompagnement de *La France s'engage* à la réussite de leur changement d'échelle.

* 12 répondants

UN CHANGEMENT D'ÉCHELLE QUI TRANSFORME LES TRAJECTOIRES

Le changement d'échelle est réussi, supérieur aux dynamiques observées dans le secteur et largement attribué à *La France s'engage*.

Le changement d'échelle des lauréats de *La France s'engage* dépasse une simple croissance des volumes d'activité. Comparées au groupe témoin, **les organisations accompagnées enregistrent une progression plus forte de leur implantation territoriale, du nombre de bénéficiaires et des emplois créés**. Ces évolutions traduisent une capacité accrue à structurer des modèles reproductibles, capables de se déployer sur de nouveaux territoires tout en préservant la cohérence de leur action.

Les lauréats attribuent largement ces évolutions au soutien de la Fondation **à hauteur de 8,8 sur 10**. Pour un quart d'entre eux, le changement d'échelle n'aurait pas été possible sans cette intervention ; la moitié estime qu'il aurait été fortement ralenti. Les autres considèrent qu'il se serait poursuivi selon une trajectoire plus progressive, plus fragmentée et moins ambitieuse. Ces résultats montrent que l'effet de *La France s'engage* ne consiste pas seulement à accélérer une dynamique existante : il contribue, selon les situations, à **rendre le changement d'échelle possible, à en modifier le rythme ou à en élargir l'ambition.**

Cet effet est particulièrement marqué auprès des structures de taille intermédiaire (Cf. tableau page 50), qui ont déjà démontré la pertinence de leur modèle mais doivent encore franchir un seuil de développement. En intervenant à ce moment charnière, la Fondation sécurise une phase décisive de leur trajectoire. Les lauréats renforcent ainsi leur capacité d'action, étendent leur présence territoriale et touchent davantage de bénéficiaires, y compris lorsque la progression de leurs ressources financières demeure plus modérée.

Le capital relationnel est un accélérateur stratégique.

La qualité des connexions constitue également une ressource déterminante pour changer d'échelle. Au-delà du financement, le label *La France s'engage* renforce la crédibilité des structures : trois quarts des lauréats estiment qu'il a contribué directement à leur changement d'échelle. La mise en réseau constitue une dimension distinctive de l'intervention de la Fondation, en donnant accès à des financeurs et en favorisant les coopérations entre lauréats. Ces liens produisent des effets tangibles : 83 % des structures identifient un impact positif direct des mises en relation avec des financeurs, et 75 % soulignent la valeur des coopérations nouées avec les autres lauréats.

La montée en puissance des lauréats n'est pas seulement quantitative et permet d'améliorer la qualité de l'impact auprès des bénéficiaires directs.

Enfin, le changement d'échelle ne se limite pas à une augmentation de l'activité. **Deux tiers des lauréats déclarent avoir amélioré la qualité de leur impact social**, en renforçant l'intensité de leur accompagnement, la pertinence des réponses apportées ou leur capacité à mesurer les effets produits. La croissance apparaît ainsi non seulement comme un moyen d'agir à plus grande échelle, mais aussi comme un levier d'amélioration de l'impact auprès des bénéficiaires.

DÉCONSTRUIRE LES IDÉES REÇUES : ce que révèle l'évaluation de l'impact de *La France s'engage*

Au-delà des enseignements issus des questionnaires et des entretiens consacrés aux trois piliers du programme d'accompagnement, l'analyse des trajectoires des lauréats 2022 fait émerger plusieurs constats transversaux.

Elle permet de mieux comprendre les mécanismes par lesquels *La France s'engage* produit ses effets, d'identifier les conditions qui en renforcent l'impact et d'apporter un éclairage sur plusieurs représentations récurrentes concernant le rôle d'une fondation à la fois financeuse et accompagnatrice.

IDÉE REÇUE N°1

Le soutien financier est beaucoup plus important que l'accompagnement

› LA RÉALITÉ

L'ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE AGIT COMME UN ACCÉLÉRATEUR PLUS DÉCISIF QUE LE FINANCEMENT

Interrogés sur la principale valeur ajoutée de *La France s'engage*, 42 % des lauréats (5 sur 12) citent en premier l'accompagnement stratégique, devant la dotation financière (33 %, soit 4 sur 12). La mise en réseau arrive en troisième position (17 %, soit 2 sur 12), tandis qu'un lauréat place le label au premier rang.

Cette hiérarchie met en évidence un enseignement important : au-delà du financement, les organisations attendent un appui leur permettant de structurer leur développement. Les besoins exprimés portent autant sur l'accès à des ressources que sur l'apport de méthode, d'expertise et de mise en réseau, nécessaires pour transformer une innovation éprouvée en un modèle capable de changer d'échelle.

IDÉE REÇUE N°2

La dotation financière initiale ne doit pas déséquilibrer le budget du lauréat

› LA RÉALITÉ

L'EFFET LEVIER DE *LA FRANCE S'ENGAGE* EST MAXIMAL POUR LES LAURÉATS DONT LE RATIO DOTATION/BUDGET EST LE PLUS ÉLEVÉ EN DÉBUT D'ACCOMPAGNEMENT

Les trajectoires de changement d'échelle les plus marquées concernent les organisations qui disposaient, à leur entrée dans le programme, des budgets les plus modestes, généralement compris entre **150 000 € et 300 000 €**, et pour lesquelles la dotation de *La France s'engage* représentait une part importante des ressources, de l'ordre de **30 % du budget en moyenne**.

Ces résultats suggèrent que l'effet de la dotation est particulièrement fort lorsqu'elle intervient à un stade où le modèle est déjà éprouvé, mais où les capacités d'investissement restent limitées. Elle permet alors de financer des fonctions de structuration et des investissements de développement souvent difficiles à couvrir par les financeurs traditionnels, facilitant ainsi le franchissement d'un nouveau seuil de croissance.

Lauréat	Budget avant accompagnement	Budget après accompagnement	Pourcentage de dotation dans le budget avant l'accompagnement	Pourcentage de dotation dans le budget après l'accompagnement	Taux d'augmentation du budget
82-4000 Solidaires	219 917 €	773 440 €	30 %	9 %	252 %
Académie Younus	354 404 €	980 000 €	28 %	10 %	177 %
Artil - Streetco	280 000 €	500 000 €	24 %	13 %	79 %
Banlieues Santé	1 353 694 €	1 293 200 €	6 %	6 %	-4 %
Choisis Ta Planète	153 405 €	413 897 €	43 %	16 %	170 %
ColoSolidaire	437 882 €	550 000 €	11 %	9 %	26 %
Culture Relax	150 507 €	360 000 €	44 %	19 %	139 %
Éclaireuses Éclaireurs de France	99 564 €	89 711 €	33 %	37 %	-10 %
Énergie Partagée	1 534 152 €	2 208 590 €	3 %	2 %	44 %
Fédération Amazones	80 000 €	500 000 €	26 %	7 %	525 %
H'up Entrepreneurs	898 000 €	938 000 €	9 %	9 %	4 %
Réutiliz	420 741 €	429 949 €	12 %	12 %	2 %
Weavers	501 440 €	963 951 €	17 %	9 %	92 %
Zirlib	41 725 €	270 500 €	240 %	37 %	548 %
Sillat	**Sillat** (anciennement Union des Étudiants Exilés), lauréat 2022, accompagnait les jeunes exilés vers l'enseignement supérieur sur un sujet structurellement exposé aux tensions politiques. En 2025, l'association a été contrainte à une liquidation judiciaire, conséquence d'une perte de financements dans un contexte politique défavorable, conjuguée à des fragilités internes apparues lors de sa transformation et de sa fusion avec Réfugiés Enseignement Supérieur.				

IDÉE REÇUE N°3

La fin du soutien financier est difficile pour les lauréats car leur budget est très dépendant de *La France s'engage*

› LA RÉALITÉ

IL N'Y A PAS DE DÉPENDANCE À LA DOTATION DE *LA FRANCE S'ENGAGE*

L'évolution de la part de la dotation dans le budget des lauréats confirme l'absence de dépendance en sortie de programme.

Initialement très dispersée, de **3 % à 240 %** du budget annuel selon les structures, elle se situe trois ans plus tard entre **6 % et 37 %**. Cette évolution traduit à la fois la croissance des budgets globaux et la capacité des organisations à mobiliser de nouvelles ressources.

Les structures les plus dépendantes de la dotation au moment de leur entrée dans le programme sont également celles qui enregistrent, à l'issue de l'accompagnement, les progressions budgétaires les plus importantes et la plus forte diminution du poids relatif de la Fondation dans leur modèle économique. L'investissement initial apparaît ainsi comme un levier de consolidation plutôt que comme un facteur de dépendance.

Cette évolution repose sur deux mécanismes complémentaires.
D'une part, le label, la mise en réseau et l'accompagnement, notamment en matière de levée de fonds, facilitent l'accès à de nouveaux financeurs, en particulier privés.

D'autre part, les organisations profitent de cette période pour diversifier leur modèle économique en développant des ressources propres, notamment à travers des prestations destinées aux entreprises et aux collectivités.

Les trajectoires de Choisis Ta Planète, Zirlib, Culture Relax ou encore Weavers illustrent cette dynamique.

LA FRANCE S'ENGAGE AU SERVICE DE L'INNOVATION SOCIALE DEPUIS 2014

Vision

Accélérer les innovations sociales sur tous les territoires et leur donner les moyens de réussir durablement.

234
lauréats accompagnés

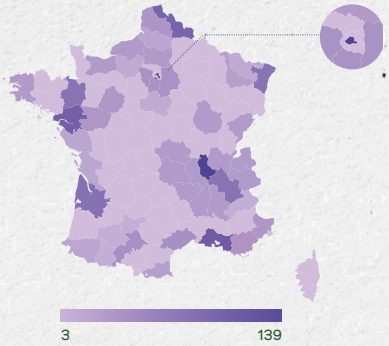
10 millions
de citoyens touchés chaque année

2 500
IMPLANTATIONS TERRITORIALES

EN OUTRE-MER

16 lauréats ultramarins
(7,3 % des lauréats)

76 implantations
dans les Outre-mer



Missions

- **DÉTECTER** les projets les plus innovants et à fort impact social dans tous les territoires
- **SÉLECTIONNER** le meilleur de l'innovation sociale par le biais d'un concours exigeant
- **ACCOMPAGNER** l'essaimage territorial des lauréats et le développement de leur projet, au plus près des besoins de la population
- **VALORISER** la communauté de lauréats de *La France s'engage*
- **PROMOUVOIR** l'engagement de la société civile
- **ENCOURAGER** les coopérations

Fondation reconnue d'utilité publique depuis 2017

Notre effet levier*

x 3
nombre de bénéficiaires

x 2,6
nombre de territoires d'implantation

x 3,3
budget
en 3 ans

88 %
Taux d'attribution de la réussite du changement d'échelle des lauréats grâce à *La France s'engage*

90
millions d'euros investis

15 000
jours de mécénat de compétences
depuis 2014

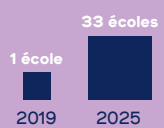
Champs d'action des lauréats



1 lauréat sur 2 estime avoir eu un impact systémique, par un changement de norme ou de politique publique

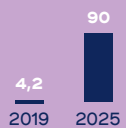
Ils ont changé d'échelle avec *La France s'engage*

Réseau des écoles de la transition écologique (lauréat 2019) - former les jeunes aux métiers de la transition écologique



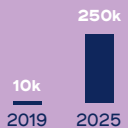
1 école formant 165 jeunes → 33 écoles formant 5 000 jeunes

Solaal (lauréat 2019) - contribuer à l'alimentation des personnes les plus démunies en facilitant le lien entre agriculteurs et associations d'aide alimentaire



4,2 millions équivalents de repas → 90 millions équivalents de repas

Les P'tits Doudous (lauréat 2018) - améliorer le vécu des enfants, parents et soignants à l'hôpital



10 000 enfants soutenus par an → 250 000 enfants soutenus par an

*Sources : Récits d'impact 2014-2024 / 2025 / 2026

CONCLUSION

Les trajectoires des lauréats 2022 observées dans ces *Récits d'impact* confirment que le changement d'échelle ne relève ni d'un simple accroissement d'activité ni d'une dynamique spontanée. Il repose sur une combinaison de conditions (structuration, accompagnement stratégique, sécurisation des modèles, mise en réseau et coopération) qui permettent aux innovations sociales de renforcer durablement leur impact et d'élargir leur capacité d'action.

Les analyses présentées ici montrent que l'intervention de *La France s'engage* contribue à réunir ces conditions. L'analyse comparative avec un groupe témoin, les données objectivées et les retours des lauréats convergent pour mettre en évidence un effet d'accélération sur le développement des structures, leur autonomie et leur capacité à diffuser leurs solutions.

En documentant ces trajectoires, ces *Récits d'impact* remplissent une double fonction. Ils constituent d'abord un outil d'évaluation et d'amélioration continue du programme d'accompagnement de *La France s'engage*, en permettant d'en analyser les effets et d'en faire évoluer les modalités. Ils offrent également des enseignements utiles sur les conditions dans lesquelles des innovations sociales peuvent devenir des réponses robustes à des besoins insuffisamment couverts et contribuer, aux côtés des pouvoirs publics, à faire évoluer les politiques publiques et les modalités de l'action collective au service de l'intérêt général.

Merci à nos partenaires experts de l'accompagnement

Agence Phare, Eval-Lab, Citizing, Groupe SOS Consulting, Ferli, Axess, Finetic, Koreis, makesense, Impact Lawyers, Legicoop, Bredin Prat, Indaba, Ezalen, Resiliences, ScaleChanger, Ferli, Krauthammer, Simundia, Claire Duizabo, Basile Michardière, Maël Coutand, Camille Barraud

Et aux incubateurs territoriaux

Ronalpia, makesense, Atis, Combo (anciennement Intermade), Le Kiif, Adress Normandie, Tag 35, Première Brique, Les Ecossolies, Le Labo des partenariats

Les entreprises fondatrices

TotalEnergies FONDATION

BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

ANDROS

GROUPE ARTEMIS

Nos partenaires mécènes

FONDATION d'entreprise ENGIE

FONDATION D'ENTREPRISE HERMÈS

CIC

FONDATION AUDEMARS PIGUET POUR LE BIEN COMMUN

malakoff humanis

Fondation Covéa

Capgemini

KEARNEY

HAVAS PARIS

LA POSTE GROUPE

Nos partenaires institutionnels

France AFD

MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES

Cofinancé par l'Union européenne

BANQUE des TERRITOIRES

LA FRANCE
S'ENGAGE

38 rue de la Folie-Regnault - 75011 Paris

www.fondationlafrancesengage.org